



LES ENJEUX DE L'ASIE DU NORD-EST.

***Chine ou Japon : quelle puissance continuera
véritablement de s'affirmer mondialement
sur cette assise régionale conflictuelle ?***

Mémoire de géopolitique
du commandant Vincent CHUSSEAU
dans le cadre du séminaire sur « les arcs de crise »

Directeur : Monsieur Jean-François DAGUZAN

Mars 2004

LES ENJEUX DE L'ASIE DU NORD-EST.

Chine ou Japon : quelle puissance continuera véritablement de s'affirmer mondialement sur cette assise régionale conflictuelle ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE REGIONAL

L'ASIE DU NORD-EST

LES ARCS DE CRISE DE L'ASIE DU NORD-EST

LE STATU QUO DES CONTENTIEUX

DEUXIEME PARTIE : LES ACTEURS EXTERIEURS

L'EMPREINTE DES ETATS-UNIS

RUSSIE ET UNION EUROPEENNE : DES ACTEURS DE SECOND PLAN

TROISIEME PARTIE : A LA RECHERCHE D'UNE PUISSANCE

DOMINANTE

LA CHINE : UN ACTEUR TRES INSTABLE

LE JAPON OU LES BASES SOLIDES D'UNE GRANDE PUISSANCE

MONDIALE ET REGIONALE

INTRODUCTION

L'Asie du Nord-Est en tant qu'identité géopolitique à part entière reste une région encore méconnue alors que d'importants foyers de crises y subsistent depuis de nombreuses années. Regroupant à la fois la Chine, une partie de la Russie, les deux Corée, le Japon et Taiwan, cette région reste marquée par la crise nord-coréenne, les revendications de la République populaire de Chine sur Taiwan, les contentieux régionaux japonais sur un certain nombre d'îles ou bien la confrontation physique entre la Chine et les Etats-Unis, très présents.

Au delà des tensions régionales qui ont peu évolué depuis la chute du mur de Berlin ou l'attentat du 11 septembre aux Etats-Unis, le Japon et la Chine sont devenus les deux centres de gravité incontournables de cette région de l'Asie. La Chine se dessine comme un acteur de plus en plus important et essentiel mais l'affirmation de la puissance chinoise reste noyée d'incertitudes et de risques majeurs. Maîtriser la croissance et éviter l'explosion sociale, s'intégrer à l'économie de marché en conservant un régime politique communiste, s'affirmer diplomatiquement dans une région fortement sous emprise américaine et s'appuyer sur une armée vieille et inadaptée aux contingences d'une véritable puissance, la Chine est loin d'avoir atteint le niveau de stabilité et de sécurité du Japon. Par opposition, le Japon a connu le développement post industriel, en ayant conservé sa cohésion sociale, et possède des atouts incontestables pour continuer de s'affirmer mondialement et régionalement.

Les enjeux majeurs de cette région du globe seront certainement fondés sur la reconnaissance profonde d'un Japon encore en mutation et sujet à de multiples conflits et démons qu'il conviendra de maîtriser. Comment ne pas être confiant quand on connaît le potentiel japonais dans ses nombreuses réformes ?

Comprendre cette partie du monde encore sous l'emprise de très fortes tensions internes et identifier le poids des acteurs extérieurs permet d'appréhender plus facilement les véritables enjeux qui opposent dès aujourd'hui les deux grandes puissances de l'Asie du Nord-Est : la Chine et le Japon.

PREMIERE PARTIE

Contexte régional

I- L'ASIE DU NORD-EST

L'expression « Asie du Nord-Est » est inhabituelle alors qu'il est classique de parler de l'Asie du Sud-Est englobant l'Indochine, l'Indonésie, les Philippines... Cependant, cette partie de l'Asie a représenté depuis des siècles une zone géopolitique importante, en raison des routes caravanières qui l'ont traversé, notamment celle de l'or.

A- Définition

L'Asie du Nord-Est pourrait désigner l'immense triangle que forme le continent asiatique entre l'océan Arctique et le Pacifique et regrouper le nord-est de la Chine (dont la Mandchourie), les Corée, le Japon, l'Extrême-Orient de la Russie auxquels on peut ajouter Taiwan dont les relations particulières avec la Chine et le Japon ne manque pas de nous faire toucher du doigt les enjeux de cette région (cf annexe 1). Bordé à l'est par un ensemble de grands reliefs volcaniques sur près de 6 000 km, le triangle du nord-est asiatique peut être fermé au nord par une ligne de 5 000 km entre le détroit de Béring et la péninsule de Taïmyr pour redescendre au sud vers Taiwan, en passant par le lac Baïkal et Pékin.

B- Les acteurs de la région

Des données concernant chaque pays de la région figurent dans les annexes 2 à 6. Le poids de la Russie, à mi chemin entre l'Asie et l'Europe, a été identifié dans le cadre des acteurs extérieurs suite à la perte d'influence russe en Asie depuis la chute du mur de Berlin. En effet, pendant la guerre froide, la pointe nord-est de l'URSS était le lieu de stationnement de radars géants (détroit de Béring), de bases de sous-marins (Kamtchatka) et des bagnes de l'extrémité est de l'archipel du Goulag (Kolyma). Depuis, cette zone a été désertée par la Russie, d'autant que les conflits régionaux avec la Chine ont été « réglés ».

1) Le Japon

Fort d'une exceptionnelle diversité géographique et d'une économie qui l'a hissé au rang de deuxième puissance économique mondiale, le Japon reste englué dans la crise économique qui l'a secoué il y a plus de dix ans ainsi que dans les problèmes limitant constitutionnellement le rayonnement de sa puissance.

Le Japon apparaît comme à la dérive, au large du massif continent eurasiatique, sous les aspects d'une galaxie de 3 400 îles dont les quatre principales représentent 97 % du territoire. Menacé par les typhons et les volcans, coiffé de très hauts sommets en cours d'émergence qui dominent à l'est des fosses marines parmi les plus profondes du monde, le Japon est un pays escarpé où le damier des rizières et les zones industrielles se disputent 15 % de plaines. Les 330 hab/km² en moyenne sur le territoire témoignent peu de la très forte concentration des Japonais sur le septième du pays (2 000 hab/km²). Enfin, la relation entre société et environnement a au Japon une dimension idéologique forte comme en témoigne l'intérêt de ce dernier pour les problèmes écologiques.

La puissance japonaise a véritablement connu un essor exceptionnel depuis la Seconde Guerre mondiale alors que tout était à reconstruire. La remarquable stabilité du pouvoir politique à la fois en interne, favorisant la paix sociale, et dans le cadre international au travers de l'alliance américaine a largement contribué à l'émancipation économique de ce pays où la politique est la servante de l'économie. Actuellement, la récession économique que connaît le Japon est la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale. Face à la conjoncture où l'emploi à vie n'est plus assuré, où les licenciements ont considérablement augmenté, où de profonds bouleversements dans les structures d'entreprises regroupées en conglomérats se sont opérés contre toute attente, les Japonais sont inquiets et méfiants vis à vis de leur classe dirigeante. L'horizon s'est quelque peu éclairci récemment et la croissance est repartie au prix de quelques onze plans de relance, d'un profond endettement de l'Etat et de réformes structurelles notamment dans les collectivités locales. En 1998, le sauvetage du secteur bancaire était devenu une urgence et a permis de conserver les fondements de cette économie qui n'en reste pas moins au deuxième rang mondial.

Concernant l'outil de défense, les forces d'auto défense (FAD) japonaises sont loin d'être négligeables avec plus de 1 050 chars, 280 avions de combat dont 160 F-15 en attendant la complète livraison du dernier chasseur japonais F2 et pas moins de 16 sous-marins en plus des quelques bâtiments de surface dont un porte-aéronefs « défensif ». Depuis quelques années, les FAD ont une soif d'autonomie, se concrétisant par le développement d'une véritable industrie de l'armement dont le fleuron est constitué par Mitsubishi avec notamment le très ambitieux programme d'avion de chasse FSX ou F2, inspiré du F-16 américain. La puissance japonaise s'exprime également dans le domaine spatial où tout le spectre de la technologie a été balayé, du satellite jusqu'au vecteur balistique. Enfin, le Japon souhaite participer à l'extension de la défense anti-missiles de théâtre (TMD) des Etats-Unis sur leur territoire, en s'assurant certains contrôles dont celui

du recueil de l'information indispensable à son élan d'indépendance et néanmoins point de mécontentement entre les deux nations.

Si la puissance japonaise est encore véritablement assise sur son économie, la puissance militaire de ce pays n'en reste pas moins très contrainte par la Constitution. Au fil des années, le Japon a cependant construit un véritable outil de défense très moderne et à la hauteur de sa puissance, capable un jour de voir ses missions s'élargir.

2) La Chine et Taiwan

a) La Chine

Cet immense pays de plus de 9 millions de kilomètres carré compte plus de 1,2 milliards d'habitants dont le tiers vit à l'est du pays, majoritairement dans des villes de plus d'un million d'habitants (50 en 2003).

La force principale de la puissance chinoise recouvre à la fois son taux de croissance élevé et stable depuis un certain nombre d'années mais également l'ouverture du pays au commerce extérieur et sa formidable dynamique industrielle actuelle. Le taux de croissance de 9,1 % en 2003 est exceptionnel et la volonté chinoise de le maintenir à plus de 7 % dans l'espoir d'éviter tous débordements sociaux continuera de pousser ce pays à doubler son produit national brut (PNB) tous les huit ans et demi. Le commerce extérieur chinois est passé de 50 milliards de dollars en 1985 à 782 milliards en 2003. L'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 a poussé ce pays au premier rang des pays exportateurs grâce aux formidables investissements consentis pour développer le secteur industriel. La Chine est considérée comme « l'usine du monde » et son marché intérieur attise toutes les convoitises. Enfin, les chinois ont réussi fin 2003 à mettre un homme dans l'espace prouvant que, malgré leurs faiblesses dans de nombreux domaines technologiques, la volonté chinoise d'aller de l'avant et de concurrencer les grandes puissances est forte.

Les faiblesses de la puissance chinoise sont assez nombreuses dans un pays qui a longtemps vécu sur lui-même. La répartition des richesses n'est pas égale et les régions de l'est sont largement plus avantagées. Le pays compte 900 millions de paysans, dont 300 millions n'ont pas d'électricité, pour un total de 100 millions d'hectares de terres exploitables. La croissance a entraîné une arrivée en masse de la Chine sur le marché des matières premières et sources d'énergie. Cette croissance, assez mal gérée localement, est à l'origine de graves problèmes environnementaux (déforestation, pollution) auxquels il faut ajouter les pénuries d'eau dans le nord du pays. Sur le plan militaire, l'armée chinoise souffre d'être la dernière roue du carrosse. La leçon de la défaite chinoise face au Vietnam en 1979, et les démonstrations des puissances occidentales pendant la guerre du Golfe et

lors des interventions en Afghanistan ou en Irak ont fait prendre conscience à la Chine du décalage de son outil militaire, qui n'est pas non plus projetable. Forte de 2,3 millions d'hommes, cette armée en réduction est très mal payée et très mal équipée. Seul un noyau dur d'environ 100 000 hommes dispose de matériels modernes dont les avions russes Su-27 et Su-30, quelques bâtiments suréquipés (sous-marins Kilo) et quelques blindés récents. Malgré cela, l'armée chinoise ne bénéficie de la croissance que par la force des choses et seule la composante nucléaire présente une relative crédibilité.

En dépit des progrès spectaculaires sur le plan économique, la Chine ne représente que 5 % à 6 % du commerce international, loin derrière les Etats-Unis ou l'Union européenne qui pèsent chacun entre 25 % et 30 %. Le produit intérieur brut (PIB) chinois n'équivaut qu'à 5,3 % du PIB mondial. La croissance actuelle pousse la Chine à rattraper son retard mais il lui faudra beaucoup de temps.

b) Taiwan

Sous le parapluie de la défense américaine, Taiwan présente une importance stratégique pour le contrôle des flux maritimes irriguant toute l'Asie du Nord-Est (cf annexe 7), dont la Chine vis à vis de laquelle Taiwan tente de s'émanciper définitivement.

L'île de Taiwan a été colonisée par les Chinois au XVIII^{ème} siècle. En 1949, un million et demi de nationalistes chinois s'y sont également réfugiés pour échapper aux communistes, avec le soutien des Américains. Depuis, la vie intérieure taiwanaise est noyée de tensions entre les différentes communautés qui n'ont pas eu les mêmes motivations originelles.

La principale force de Taiwan repose sur son économie qui, dès 1958, est passée d'une logique de production pour le marché intérieur à une production pour l'export, en profitant du temps pour élargir la gamme de ses fabrications. Bien qu'ayant subi la crise asiatique, Taiwan a néanmoins réussi à suivre la vague japonaise sans pour autant se hisser au rang des grandes puissances comme le montre son PIB de 290 milliards de dollars en 2002 (17^{ème} rang mondial) et son PNB par habitant de 13 067 dollars (27^{ème} rang mondial).

Le parapluie américain a permis à Taiwan d'être protégé pendant de nombreuses années face à la Chine continentale qui revendique depuis toujours cette portion de son territoire. Les 500 missiles continentaux chinois pointés vers Taiwan ne manquent pas de pousser ce pays à se renforcer toujours plus militairement, comme en témoignent les puissants moyens militaires modernes acquis (avions de combat, frégates). Malgré le haut niveau de modernité de la défense taiwanaise, on comprend aisément la nécessité du parapluie américain et la volonté taiwanaise de disposer d'une couverture anti-missiles sur son territoire.

3) Les deux Corée

a) La Corée du Nord

La Corée du Nord est diplomatiquement isolée, son économie est exsangue et sa population souffre de malnutrition.

La Corée du Nord vit dans un marasme économique profond, aggravé par la famine de la fin des années 1990 qui a fait officiellement 200 000 morts. Quatre millions de personnes sur les 22 millions survivent grâce à l'aide alimentaire internationale et, dans les campagnes, il n'est pas rare d'entendre parler de cannibalisme. Si à Pyongyang, la capitale, les coupures d'électricité sont moins fréquentes, les régions du nord restent dans l'ombre de conditions de vie tragiques en raison de la faillite du système de distribution étatique et de la pénurie d'énergie laissant des villes entières dans les ténèbres. Sur le plan militaire, la Corée du Nord dispose d'une armée impressionnante en quantité pour un aussi petit pays. L'annexe 5 témoigne de la puissance de cet arsenal qui n'est pas à la hauteur sur le plan qualitatif. Il faut cependant ajouter à cela une capacité nucléaire et balistique affichée et en partie prouvée.

Il semblerait que l'économie nord-coréenne, dont on ne connaît que très peu de choses, ne soit pas pour autant sur le point de s'écrouler comme l'estime Marcus Noland¹ ou Hwang Jang-yop, le plus haut dignitaire du régime à avoir fait défection. Selon la Banque de Corée (Séoul), la croissance aurait atteint 1,2 % en 2002. La production agricole aurait progressé de 7,6 % ces deux dernières années. Ces chiffres sont indicatifs en raison de l'absence de statistiques fiables en Corée du Nord. On peut noter également une réforme profonde de l'économie où les hommes d'affaires sud-coréens de plus en plus nombreux à se rendre à Pyongyang, les Coréens du Japon ou les Occidentaux apprécient la multiplication des marchés libres. Depuis juillet 2002, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a libéralisé prix et salaires. Cette réforme a entériné l'existence d'un marché parallèle qui supprime l'économie d'Etat moribonde. L'ouverture nord-coréenne sur le capitalisme a néanmoins provoqué une flambée des prix de +55 % pour l'alimentation et les produits de première nécessité et l'insuffisance de l'offre aggrave un écart alarmant entre ceux qui « nagent dans le courant » et une masse de nouveaux pauvres d'environ un million de personnes privées des aides de l'Etat.

La RPDC est soucieuse d'accélérer la transformation de son économie mais, en raison des tensions avec les Etats-Unis, les projets de coopération avec le sud, premier investisseur et second partenaire commercial, avancent lentement.

¹ NOLAND Marcus, auteur d'Avoiding Apocalypse.

b) La Corée du Sud

La péninsule coréenne regroupe un peuple altaïque ethniquement homogène venu s'installer 3500 ans avant Jésus Christ dans cette région. Le sentiment d'unité est donc très fort avec les voisins du nord. La guerre de Corée a offert à la Corée du Sud un mode de fonctionnement capitaliste, sous une protection des Etats-Unis.

En l'absence de ressources naturelles, la Corée du Sud a vu sa politique d'industrialisation basée sur la promotion des exportations et l'enrichissement du tissu productif véritablement s'épanouir en 1962. C'est initialement sous le joug d'une dictature violente et corrompue que l'industrialisation a été constamment encouragée dans ce pays. La population sud-coréenne a largement contribué au succès de cet Etat mais au prix d'un certain nombre de violences et massacres. Dictature politique et libéralisme économique sont allés de pair pendant de nombreuses années en attendant la démocratisation.

Les forces américaines pré positionnées représentaient un total de 36 530 militaires en 1999. A cela, il faut ajouter les forces sud-coréennes qui ne dénombrent pas moins de 686 000 hommes, 2 300 chars et 530 avions de combat. Néanmoins, l'assurance de la sécurité d'un pays péninsulaire comme la Corée du Sud, entouré de puissants voisins, passe plus par des efforts diplomatiques très importants que par le renforcement d'une capacité de protection militaire.

II- LES ARCS DE CRISE DE L'ASIE DU NORD-EST

Si les problèmes géopolitiques sont actuellement relativement diffus dans la plus grande partie de l'Asie du Nord-Est, ils gardent en revanche toute leur importance et leur complexité dans la pointe sud de ce triangle asiatique.

A- Les différents contentieux et conflits d'intérêt

1) Des îles au centre de contentieux territoriaux

Le Japon est particulièrement concerné par un certain nombre de conflits territoriaux et revendications sur certaines « îles-frontières » (cf annexes 8 et 9). En effet, après la défaite japonaise de 1945, le traité de San Francisco de 1951 a attribué au Japon le territoire antérieur au traité sino-japonais de Shimonoseki (1895). D'après l'article 2 de ce traité, « le Japon renonce à tous ses droits, titres et revendications sur » :

- la Corée (incluant les îles de Quelpart, Port Hamilton et Dagelet) ;
- Formose et les Pescadores ;
- Les îles Kouriles, la portion de Sakhaline et des îles adjacentes sur lesquelles le Japon avait acquis la souveraineté (traité de Portsmouth du 5 septembre 1905).

Cependant, le traité laisse en suspens trois points devenus litiges :

- les îles situées au nord-est de Hokkaidô, occupées par la Russie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : Kunashiri (Kunashir en russe), Etorofu (Iturup), l'île de Shikotan et la demi douzaine d'îles Habomai soit 4 996 km² ;
- les îlots Takeshima (Tok-to en coréen), moins de 0,23 km², à équidistance entre la Corée et le Japon, occupés par l'armée sud-coréenne depuis 1954 ;
- les îles Senkaku (Diaoyutai en chinois), moins de 6,5 km², situées entre Taiwan et Okinawa-Hontô, contrôlées par le Japon et revendiquées par la Chine et Taiwan.

Seules les îles au Nord-Est d'Hokkaidô, considérées par la Russie comme faisant partie des îles Kouriles contrairement au Japon qui revendique certaines ambiguïtés, sont habitées et peuplées de russophones depuis le rapatriement de 16 505 Japonais en 1945.

2) Contentieux territoriaux et conflits économiques

L'appât des richesses aggrave les tensions autour de ces contentieux territoriaux. Les découvertes de gisements pétrolifères sous-marins ont reposé le problème des Senkaku-Dioyutai dans les années 1970 avant d'être calmé par l'annonce à la baisse de ces richesses. Il faut ajouter à cela la nécessité de délimiter les zones économiques exclusives (ZEE) de pêche entre les différents protagonistes. L'halieutique, si précieuse pour tous les riverains a transcendé les conflits entre le Japon, la Russie (accords de pêche en 1977 et 1982) et la Corée (accord de 1965). Mais la délimitation des ZEE, la menace de surpêche dans toutes les mers qui entourent le Japon et les nouveaux rapports de force technico-économiques suite à la modernisation des pêcheries russe, coréenne et chinoise menacent cet équilibre.

B- Des relations entre Etats tendues

1) La question coréenne

Le problème coréen repose sur le fait que la Corée du Nord, Etat sous régime politique dictatorial, a régulièrement reconnu disposer d'un programme de développement nucléaire. Plus que d'une volonté expansionniste idéologique ou politique, ce pays essaye simplement de survivre et d'exister alors qu'il ne possède pas suffisamment de ressources².

Dès 1993, la Corée du Nord avait accusé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'être un instrument des services de renseignements américains. Les incidents se sont alors succédés pour aboutir à un accord-cadre en 1994 assurant la

fourniture par les Etats-Unis de 500 000 tonnes de pétrole brut par an contre un remplacement du réacteur de Yongbyon par des réacteurs à eau légère.

Le sommet inter-coréen de juin 2000 a été l'occasion d'une normalisation des relations, démarche en faveur de la paix qui sera rapidement balayée par la nouvelle administration Bush. En octobre 2002, les Nord-coréens admettent l'existence d'un programme de développement nucléaire ajoutant que celui-ci était une réaction à la condamnation de la Corée du Nord par George Bush comme faisant partie de « l'axe du Mal ». Les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon décident alors de suspendre la fourniture de brut à la Corée du Nord et en décembre, la tension monte lorsque les inspecteurs de l'AIEA sont expulsés, que la centrale de Yongbyon est remise en marche et qu'ensuite, la Corée du Nord annonce son retrait du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Des provocations manifestes se traduisent par l'envoi de missiles notamment au-dessus du Japon et un engagement dangereux entre chasseurs nord-coréens et avion espion américain. Les Etats-Unis n'ont alors plus caché leur intention d'intervenir militairement. Le 12 avril 2003, Pyongyang a assoupli sa position en acceptant une négociation.

Fin 2003, les diplomaties chinoise et sud-coréenne n'ont pas eu l'effet recherché lors des négociations à Pékin regroupant également les Etats-Unis, le Japon et la Russie. Les négociations à venir doivent mettre en avant une proposition chinoise, sud-coréenne et russe, les Etats-Unis et le Japon ne devant intervenir qu'en dernière phase d'un processus de reconnaissance et d'abandon du programme nucléaire.

Après avoir « tapé du poing » sur la table, refusant de fait le dialogue, les Etats-Unis semblent plus flexibles et surtout plus dépendant de la diplomatie des autres Etats.

2) Les relations entre la République populaire de Chine et Taiwan

La position de Taiwan en mer de Chine est stratégique car l'île se situe au carrefour entre l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est et voit passer au large une majeure partie des flux de ressources naturelles dont le pétrole et de conteneurs.

Le paradoxe taiwanais réside dans le fait que la Chine considère que Taiwan fait partie de la « Chine unique », en précisant que l'identité séparée de Taiwan n'équivaut pas à une désinisation. Cependant, la tension est grande puisque le gouvernement de Pékin menace de recourir à la force pour empêcher Taiwan de se proclamer distinct définitivement. Les unités de la VII^{ème} flotte de la marine américaine croisant dans le détroit de Formose assurent la dissuasion nécessaire à la protection de l'île.

² CHUNG Bertrand, La Corée du Sud face à la crise nucléaire nord-coréenne, Paris, Géopolitique, n° 82, avril-juin 2003.

Début 2004, la tension est montée d'un cran dans le cadre des élections présidentielles du 20 mars lorsque le président sortant et candidat à sa succession, Chen Shui-bian, handicapé par de médiocres sondages, s'est efforcé de remobiliser son électorat traditionnel en jouant sur la fibre du patriotisme insulaire. Ce dernier avait pris l'initiative d'un référendum sur le renforcement des capacités de défense de l'île qu'il a décidé de coupler avec l'échéance présidentielle. Cette initiative perçue comme une entreprise séparatiste a été condamnée par la Chine mais aussi par les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon, et la Corée du Sud.

III- LE STATU QUO DES CONTENTIEUX

A- Les ambiguïtés chinoises

Le référendum tendancieux sur l'avenir de Taiwan a créé de forts remous dans les relations entre Taiwan et la Chine, qui a néanmoins pris un certain recul dans cette polémique. Les élections du 20 mars 2004 ont reconduit le président sortant Chen Shui-bian à ses fonctions mais le référendum est considéré comme un échec car n'ayant pas recueilli suffisamment de suffrage pour être validé. La poursuite des revendications indépendantistes au plus haut niveau à Taiwan ne pourra que réanimer la flamme de la discorde avec la Chine. En effet, les indépendantistes pourraient mettre à profit la période courant jusqu'aux jeux olympiques de 2008 pour créer l'irréversible, pariant sur l'absence de réaction de la Chine absorbée par la préparation de cette échéance capitale pour son prestige internationale.

Enfin, il apparaît délicat pour le président de Taiwan de prendre les Etats-Unis à contre pied alors que ceux-ci ont toujours assuré la sécurité de l'île et proposent d'étendre cette protection avec leur système de défense anti-missiles. On peut raisonnablement penser que malgré ces quelques écarts, Taiwan rentrera dans les rangs, sous l'aile protectrice des Etats-Unis, au risque sinon d'être dans une situation très délicate.

B- La douloureuse réunification coréenne

Pendant la guerre froide, les deux Corée étaient véritablement des ennemis. Cette situation n'était cependant pas vécue de la même manière par les populations qui vivaient le drame de la séparation des familles. Les choses ont ensuite progressivement changé et la réunification allemande a fait naître une conviction forte d'une fusion possible des Corée, après une nécessaire longue phase de préparation. Ce processus, engagé depuis quelques années, se heurte aux déclarations de l'administration américaine considérant la Corée du Nord comme faisant partie de « l'axe du Mal ». Le président sud-coréen Roh Mu-Hyun manifeste sa solidarité avec les Etats-Unis pour que la Corée du Nord renonce à ses projets

de développement nucléaire mais exprime sa volonté d'y parvenir par des voies pacifiques³.

La Corée du Sud redoute un effondrement rapide de son voisin nordiste qui provoquerait une réunification difficile face au désastre économique que représente la Corée du Nord actuellement. L'exemple de l'Allemagne témoigne particulièrement des difficultés potentielles. De plus, la réunification coréenne n'est pas vue actuellement d'un bon œil par le Japon et la Chine qui se montrent très inquiets face aux nombreux réfugiés qui ne manqueraient pas d'affluer par milliers. Enfin, la Chine ne semble pas apprécier que le déploiement américain puisse s'étendre sur toute la péninsule réunifiée, aux portes de son empire. En conséquence, en l'absence d'intervention militaire américaine dans la région, qui ne manquerait pas, si elle avait lieu, d'avoir des conséquences considérables sur toute l'Asie du Nord-Est, la réunification coréenne ne peut que se préparer lentement. On peut supposer que cette réunification ne se fasse pas dans les quelques années à venir. Enfin, l'absorption économique de la Corée du Nord par son voisin du Sud ne manquera pas de l'affaiblir considérablement reléguant la Corée unifiée au banc des nations de faible puissance.

C- Le gel des contentieux japonais

Concernant les « îles-frontières » du Japon, litigieuses avec les pays avoisinants de l'Asie du Nord-Est, il est difficilement envisageable de voir apparaître un règlement de ces contentieux même à moyen terme. En effet, la topographie littorale ou sous-marine n'est pas un repère suffisant pour résoudre les litiges, ni même les interprétations diverses des documents du passé ou la très grande ambiguïté de la traduction en japonais du traité de Saint-Pétersbourg du 7 mai 1875, rédigé en français, qui énumère les îles Kouriles à donner au Japon en échange de Sakhaline pour la Russie. En conséquence et étant donné l'intérêt modéré de ces îles, il est fort probable que la situation n'évoluera pas dans les quelques années à venir.

³ CHUNG Bertrand, La Corée du Sud face à la crise nucléaire nord-coréenne, Paris, Géopolitique, n° 82, avril-juin 2003.

DEUXIEME PARTIE

Les acteurs extérieurs

I- L'EMPREINTE DES ETATS-UNIS

Les Etats-Unis ont marqué le territoire dès les premiers instants de l'ouverture plus ou moins forcée des pays de l'Asie du Nord-Est au monde occidental. La guerre de Corée et la guerre froide ont permis à l'hyper puissance de justifier un déploiement physique jugé stratégique dans cette région, largement épaulé par une emprise économique très forte.

A- Les enjeux stratégiques du contrôle de la Chine

La vision américaine de la Chine est noyée d'ambiguïtés et de paradoxes. Il existe deux écoles américaines, l'une considérant la Chine comme le formidable marché du siècle où il faut absolument investir et l'autre, beaucoup plus méfiante, désignant la Chine comme l'« adversaire stratégique » des Etats-Unis, méritant des sanctions. En contre partie, la Chine se pense comme le seul compétiteur possible à venir des Etats-Unis de par sa taille, sa croissance et son histoire cependant elle passe son temps à se réunifier ou à lutter contre ses morcellements territoriaux (Hongkong, Tibet, Taiwan, ...). Le bras de fer n'est pas qu'économique puisque la Chine dispose de missiles intercontinentaux à l'est du pays pointés vers les Etats-Unis et ces derniers n'hésitent pas à pousser leurs partenaires asiatiques (Taiwan, Corée du Sud et Japon) à participer au système de défense anti-missiles américains. A ce propos, la Chine vit cette décision comme une véritable agression au même titre que le bombardement « accidentel » de son ambassade à Belgrade pendant la guerre du Kosovo.

Le contrôle stratégique de la Chine par les Etats-Unis peut se décliner suivant les axes d'effort suivants :

- domaine militaire avec pré positionnement de forces en Corée du Sud, au Japon et en mer avec la VII^{ème} flotte, pour contrer toutes vellités chinoises dans la région en particulier autour de Taiwan ;
- domaine énergétique avec le contrôle des flux pétroliers principalement (Taiwan et flux en provenance du sud, Asie Centrale, Russie) ;
- domaine économique avec la main mise sur l'industrie chinoise, au travers d'investissement en masse, et par la recherche d'une position prédominante dans le marché intérieur ;

- domaine financier par la recherche de contrôle du cours de la monnaie chinoise, le renminbi ou yuan, largement sous-évaluée ;
- domaine technologique en essayant de maîtriser toutes les acquisitions chinoises dans ce cadre.

1) L'opposition physique et le contrôle énergétique

Des bras de fer militaires ont régulièrement mis en opposition une Chine déterminée et soucieuse d'affirmer sa souveraineté face à un géant américain en quête d'emprise comme en témoigne l'incident de l'arraisonnement de l'avion espion américain EP-3 Orion par des chasseurs chinois.

Pour ce qui concerne le contrôle des flux énergétiques, sur la seule année 2003, les importations chinoises de brut ont littéralement explosé de +31 %, au point de bouleverser la donne du marché international. Après avoir devancé le Japon en 2002 comme deuxième importateur mondial, les besoins de la Chine doubleront d'ici à 2025, en important toujours plus de l'étranger après l'épuisement de ses propres champs pétrolifères. Sa dépendance croissante s'élève actuellement à un tiers de sa consommation pour atteindre les 82 % en 2030. La vulnérabilité croissante de la Chine dans ce domaine ne manque pas d'alarmer ses dirigeants. En effet, deux tiers des importations chinoises de pétrole brut proviennent du Moyen-Orient, empruntant des routes maritimes d'environ 12 000 km et contrôlées par la marine américaine. Les Etats-Unis ont ainsi la possibilité d'hypothéquer la croissance chinoise si un conflit majeur, autour de Taiwan par exemple, devait opposer les deux pays. La parade chinoise face à cette dépendance consiste principalement à diversifier les Etats fournisseurs. La Chine s'est récemment tournée vers l'Iran, la Libye, l'Amérique latine ou également l'Afrique avec des contrats signés avec le Gabon, l'Angola ou le Nigéria. En complément de cette diversification, la Chine cherche à sécuriser ses approvisionnements terrestres par oléoduc en provenance de l'Asie Centrale ou de la Russie⁴. Les Etats-Unis ne s'y sont pas trompés et l'implantation américaine en Asie Centrale et la recherche d'alliance avec certaines compagnies pétrolières russes soulignent cette quête permanente dans le contrôle des flux énergétiques vers une Chine de plus en plus dépendante.

2) Une interdépendance économique et financière forte

Sur le plan économique, en obtenant en 2001 son ticket d'entrée dans l'OMC, la Chine a bouleversé les marchés occidentaux. En effet, la Chine se présente comme à la fois « l'usine du monde », avec une formidable source de main d'œuvre extrêmement

⁴ BOBIN Frédéric, « La Chine menacée par le manque de pétrole », Le Monde, jeudi 18 mars 2004.

compétitive, et offrant un marché intérieur gigantesque qui a cependant beaucoup de mal à s'ouvrir. Elle représente déjà 55 % de la production mondiale de jouet, 50 % des appareils photos, 50 % des climatiseurs, 45 % des lecteurs DVD, 40 % des chaussures ... Elle est aujourd'hui le quatrième producteur industriel mondial et devrait être le deuxième en 2010. Le coût de la main d'œuvre de plus en plus qualifiée y est sept à huit fois inférieur à celui en Europe ou aux Etats-Unis. L'offensive commerciale chinoise aux Etats-Unis est de premier ordre dans certains domaines comme le textile où depuis 2001, les importations chinoises de soutiens-gorge ont explosé de 382 %, de 905 % pour les robes du soir et de 28 000 % pour les tissus de laine. Sur cet échantillon de produits, la part du marché américain captée par les Chinois est ainsi passée de 9 % à 45 % et pourrait atteindre 70 % dans un an. Face à cette offensive l'administration du président Bush envisage de réimposer des quotas disparus après l'entrée de la Chine dans l'OMC et qui, dans le cadre de la clause de sauvegarde prévue par cet organisme face à une très forte augmentation des importations la première année de libéralisation, pourraient garantir un minimum de protection des marchés. Enfin, concernant le marché intérieur chinois, les investissements étrangers d'un montant total de 50 milliards de dollars en 2003 sont encore très orientés et 67 % de ceux-ci proviennent de l'Asie, dont une majorité de la diaspora chinoise, contre 10 % en provenance des Etats-Unis⁵.

Sur le plan monétaire, la sous-évaluation du yuan chinois entre 20 % et 40 % a posé d'énormes problèmes aux Américains à la recherche d'une amélioration de leur déficit commercial avec la Chine. En effet, avec un excédent de quelque 100 milliards de dollars par an dans la balance commerciale avec les Etats-Unis, la Chine prend la place que le Japon tenait dans les années 1980. Combinée à la concurrence commerciale « déloyale », cette sous-évaluation a été l'occasion pour l'administration du président Bush de doper les exportations américaines en assurant une forte baisse du dollar fin 2003. Néanmoins, avec une politique budgétaire déficitaire, le président Georges W. Bush a creusé la dette américaine financée par l'achat de bons du Trésor. Les excédents financiers colossaux engrangés en Asie ont été utilisés pour acheter ces bons du Trésor représentant 700 milliards de dollars au total dont 126 milliards détenus par la Chine qui était quasiment absente de ce secteur en 1997.

3) L'enjeu des technologies

Concernant le contrôle des technologies, les Etats-Unis estime que l'équilibre avec Taiwan risque d'être rompu si la Chine modernise et renforce son dispositif militaire jugé

⁵ Source CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), 2002.

vieux et encore très peu restructuré. D'ailleurs, des divergences de vues existent actuellement entre Européens et Américains concernant la levée de l'embargo de l'Union européenne sur les ventes d'armements et de technologies duales à la Chine très demandeuse. Enfin, l'envoi dans l'espace fin 2003 d'un taïkonaute chinois est largement considéré comme une illusion d'optique sur la maturité de la recherche chinoise. La Chine ne peut se contenter de sa propre capacité dans le domaine technologique et l'importation de technologies étrangères est plus que jamais d'actualité dans ce pays en forte croissance.

Le contrôle stratégique de la Chine par les Etats-Unis est difficile et le sera de plus en plus dans ce contexte de rapprochement croissant. Il apparaît alors que le contrôle des technologies et des flux énergétiques demeurent des leviers essentiels pour les Etats-Unis dans une relation où l'interdépendance économique et financière condamne de plus en plus les deux camps à la neutralité mutuelle.

B- Le Japon comme base stratégique et point d'entrée en Asie

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis entendaient effacer les bases de la puissance industrielle et militaire du Japon mais rapidement, avec la guerre de Corée, l'archipel japonais a été considéré comme la base arrière américaine devant être renforcée. Depuis, le Japon est intimement lié aux Etats-Unis et ne peut se passer d'eux.

Un tiers du commerce japonais se fait avec les Etats-Unis. Les prêts bancaires américains, habilement arrêtés au niveau des banques japonaises, permettent à ces derniers de poursuivre leur politique systématique d'investissement. Le traité de sécurité nippo-américain oblige les Etats-Unis à intervenir si le Japon ou les forces qui y sont stationnées sont attaquées, garantissant la sécurité japonaise contre toute agression extérieure. Parfois, le Japon essaie de détendre des rapports trop exclusifs en affirmant son indépendance politique, en tentant, avec succès d'ailleurs, de diversifier ses échanges. Néanmoins, la force des liens, tant militaires qu'économiques, conduit les Japonais, bon gré mal gré, à suivre le plus souvent les grandes orientations de la politique américaine, les heurtant parfois. Enfin, le déficit commercial américain est encore majoritairement dû aux échanges avec le Japon, touchant particulièrement de plein fouet l'industrie automobile américaine.

1) Le Japon, une plate forme économique avancée en Asie

L'APEC⁶ créée en 1989 sous initiative australienne demeure un enjeu économique majeur des Etats-Unis dans leurs relations avec les pays de l'Asie dont le Japon.

⁶ APEC : Asia Pacific Economic Cooperation.

La création de l'APEC trouve ses racines dans le contexte de la montée des accords régionaux, en particulier ceux de la Communauté européenne avec son acte unique préparant le grand marché de 1993. Les Etats-Unis ne pouvaient supporter de laisser l'influence économique japonaise sans contrepoids dans ce club qui menaçait d'exister sans eux. Ainsi, l'APEC permettait d'obtenir de manière plus diplomatique l'ouverture des marchés asiatiques alors que le déficit américain avec la zone n'a cessé de se creuser au cours des années 1990. Le Japon a ainsi véritablement été considéré par les Américains comme une plate forme économique avancée pour l'ouverture des marchés asiatiques et comme porteur de l'image et des valeurs occidentales que ce pays avait fait siennes en Asie. Enfin, les Américains ont également vu dans l'APEC l'opportunité de rallier des appuis dans les âpres négociations du GATT⁷ où la Communauté européenne présentait un front apparemment uni. Du côté japonais, l'initiative australienne a été perçue comme un moyen d'aborder les différends commerciaux avec les Etats-Unis autrement qu'en tête à tête. Accusés de toutes les déloyautés, le Japon pouvait prendre à témoin de sa bonne foi des gouvernements asiatiques eux-mêmes sujet à des récriminations et menaces de représailles américaines.

2) A la recherche d'une émancipation militaire japonaise

Sur le plan militaire, le Japon s'inquiète des manifestations de la puissance militaire chinoise en Méditerranée asiatique, en particulier face à Taiwan ou sur certaines routes maritimes stratégiques pour l'alimentation énergétique du pays. Les menaces explicites chinoises relancent régulièrement les tensions avec les Etats-Unis qui, par la présence de la VII^{ème} flotte de leur marine au large du détroit de Formose, participent à la stabilisation de la région. Cependant, les classiques atermoiements des dirigeants américains lors des périodes électorales ont incité les Japonais à renforcer leur potentiel militaire pour s'émanciper progressivement et pour éventuellement faire face à une épreuve de force avec la Chine. Néanmoins, le Japon doit également faire face à la menace nord-coréenne, perçue comme une menace militaire directe depuis qu'un missile balistique d'une portée d'environ 1 500 kilomètres a été tiré le 31 août 1998, par dessus le territoire japonais. Dès lors, la prise de conscience de la vulnérabilité japonaise a conduit le Japon à se rapprocher des Etats-Unis pour lancer le processus de recherche et de développement du système anti-missiles américain. L'engagement japonais dans cette voie a été la cause d'importantes tensions avec la Chine pour qui l'emploi de ses missiles balistiques est menacé par un tel système.

⁷ GATT : General Agreement on Traffic and Trade.

3) La pérennisation de la relation nippon-américaine

La relation nippon-américaine est sans aucun doute encore très forte puisque, malgré une opinion japonaise défavorable à plus de 80 % et les problèmes constitutionnels, les pressions américaines pour l'envoi de troupes japonaises en Irak ont abouti. Outre la volonté croissante du Japon de s'émanciper militairement, les tensions régionales ne manqueront pas de pérenniser pendant quelques années cette relation essentielle pour la sécurité d'un pays extrêmement contraint dans l'emploi de ses forces par sa Constitution. A plus long terme, la disparition de la menace nord-coréenne et l'apaisement des tensions avec la Chine pourraient éventuellement être l'occasion du renvoi des quelques 40 000 soldats américains actuellement sur l'archipel, dont la présence a toujours été fortement contestée par la population locale. Sur le plan économique, les deux nations ont chacune intérêt à maintenir leurs relations garantes d'un développement mutuel.

II- RUSSIE ET UNION EUROPEENNE : DES ACTEURS DE SECOND PLAN

A- La Russie, un acteur en quête d'emprise

Depuis la fin de la splendeur de l'URSS, la Russie est à la recherche d'une position plus affirmée en Asie. Cependant, la Russie doit d'abord s'occuper des tensions au sein de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et de ses propres instabilités politique, économique et sociale, condition sine qua non pour retrouver son influence en Asie et en particulier sur la péninsule coréenne.

En abandonnant la politique de l'extension de son influence par une présence militaire massive caractérisant l'ex-URSS, la Russie se concentre plus sur la sauvegarde de son propre territoire. Un effort particulier est apporté à l'apaisement des tensions en Asie-Pacifique et à la recherche de la stabilité dans cette région. Ainsi, la Russie s'abstient d'intervenir dans des conflits régionaux en Extrême-Orient. La recherche d'une nouvelle position russe en Asie passe par le maintien d'un certain niveau de force déployé dans cette région, avec des capacités d'intervention et de renforcement rapides. La Russie demeure néanmoins inquiète devant le projet de déploiement de défense anti-missiles américain et privilégie sa coopération stratégique avec la Chine. Elle fournit à cette dernière des équipements militaires parfois sophistiqués et est susceptible de l'approvisionner en pétrole et en gaz.

Par ailleurs, après avoir également renforcé les mesures de confiance dans le domaine militaire et les exercices militaires avec le Japon, la Russie cherche à améliorer la sécurité régionale. Les relations russo-coréennes se sont normalisées et la diplomatie russe est particulièrement active pour essayer de rétablir la paix dans la péninsule coréenne. La Russie cherche à rééquilibrer ses rapports avec les deux Corée, tout en préservant les

efforts internationaux, afin d'empêcher un nouveau conflit et le développement des armes de destruction massive de la Corée du Nord. Avec le Japon, les rapports sont délicats car si depuis 1956 les deux pays échangent des ambassadeurs, aucun traité de paix n'a été signé. La question de la restitution des îles Kouriles est restée l'obstacle fondamental à ce traité, n'empêchant pas néanmoins que se nouent des relations économiques de plus en plus étroites entre les deux parties. A cet égard, le développement de l'Extrême-Orient russe ouvre de larges perspectives à leur collaboration.

Progressivement, la Russie reprend position en Asie du Nord-Est, en mettant un frein au monopole militaire des Etats-Unis dans cette région. La Russie se propose d'approvisionner en pétrole et en gaz à la fois la Chine et le Japon au travers de deux projets concurrentiels qui ne manqueront pas de réaffirmer son rôle stratégique dans cette région à fort potentiel.

B- L'Union européenne, un rapport économique essentiellement

Les relations entre l'Union européenne et l'Asie du Nord-Est ne sont pour l'essentiel qu'économique et un peu culturelle. L'influence européenne est véritablement de deuxième ordre.

1) Europe et Chine ou l'histoire d'un rapprochement croissant

La Chine est devenue le troisième partenaire commercial de l'Union européenne et l'un des principaux bénéficiaires de l'aide au développement communautaire. Le dialogue politique avec Pékin s'est intensifié, notamment sur les droits de l'homme et le désarmement.

Suite à la répression de la place Tienanmen en 1989, l'Union européenne a imposé un embargo sur les ventes d'armes en Chine. La Chine a déployé des efforts considérables pour obtenir la levée de cet embargo qu'elle considère plus importante sur le plan politique que militaire. L'engouement de la Chine pour le programme de positionnement satellitaire européen Galiléo est fort et très mal vu par les Etats-Unis. L'objectif de Pékin est d'accroître ses achats de matériels militaires ou de technologies duales dont l'usage civil peut être détourné à des fins militaires. Le souci principal réside dans la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement chinoises à 90 % d'origine russe. Face à la politique américaine de contrôle des technologies en direction de la Chine, l'Union européenne, qui n'a pas encore tranché en faveur de cette levée d'embargo, considère ce pays comme un partenaire stratégique comme l'a souligné le président français, Jacques Chirac. Le débat sur la levée de l'embargo européen est toujours en cours de discussion en

mars 2004 alors que la France y est très favorable dans le cadre de relations révisées avec la Chine.

Pour la Chine, l'Europe n'est pas crédible car divisée et dominée par les Américains, reléguant l'influence européenne en Chine au deuxième plan. Cependant, l'Europe intéresse l'Asie et la Chine en particulier car elle est dépositaire de savoirs faire technologiques fort utiles dans certains domaines comme la protection de l'environnement et l'espace.

2) Une coopération d'intérêts et de valeurs avec le Japon

Les relations entre l'Europe et le Japon demeurent tendues suite à l'invasion grandissante des produits japonais sur les marchés européens et au maintien des mesures protectionnistes à l'entrée du Japon. Ce contentieux ne peut que s'aggraver si ces mesures restent encore en vigueur. En outre, au delà de ces tensions, certains rapprochements et ouvertures sont à noter dans un contexte de crise persistante au Japon. L'alliance de Nissan avec Renault a souligné la possibilité offerte à certaines sociétés étrangères de pénétrer les fameux conglomérats de sociétés japonaises, les keiretsus.

Sur le plan culturel, la France a un rapport privilégié avec le Japon où son influence est indéniable. De nombreuses manifestations, expositions, traductions de livres sont stimulées par des institutions prestigieuses et efficaces comme la Maison franco-japonaise de Tokyo et les divers instituts français de l'archipel. De plus, cette relation a forgé un certain nombre de courants d'échanges de plus en plus importants entre professeurs, chercheurs et étudiants. La nomination de l'ambassadeur Matsuura Kôichirô à la tête de l'UNESCO⁸ a fortement contribué à proposer un projet de convention sur la diversité culturelle cher aux deux pays. Hélas, ce projet a de fortes chances d'être mis à mal suite au retour des Etats-Unis à la tête de l'organisation fin 2003, engageant promptement une offensive contre celui-ci car contre leurs intérêts.

Enfin, concernant l'environnement, l'Europe et le Japon sont les deux principaux éléments moteurs du protocole de Kyoto visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Ce rapprochement de valeurs ne manque pas de consolider des liens qui sur le plan économique ne sont pas toujours à la hauteur des espoirs des Européens.

⁸ UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

TROISIEME PARTIE

A la recherche d'une puissance dominante

I- LA CHINE : UN ACTEUR TRES INSTABLE

Le développement chinois, aussi fulgurant soit-il, ne peut garantir la stabilité d'un aussi grand pays indéfiniment comme la Chine. Dès aujourd'hui, de nombreuses questions se posent sur les capacités des dirigeants chinois à gérer une telle croissance, dans un climat intérieur de plus en plus tendu, et face à l'envergure des réformes à apporter.

A- Les risques d'une croissance aussi fulgurante

1) Un système bancaire fragile

Une chercheuse au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)⁹ dénonce le « miracle chinois » qui n'en est pas un selon elle et met en garde les investisseurs étrangers contre le surinvestissement dont la Chine fait l'objet.

Le développement économique chinois s'appuie sur les énormes ressources en main-d'œuvre du pays et les technologies et capitaux étrangers. Cependant, le pays a encore des défis de taille à relever comme l'emploi avec l'accélération de l'exode rural et le chômage déjà présent dans les villes. De plus, cette croissance de 9,1 % en 2003 a reposé principalement sur une explosion de l'investissement de +30 %. Le danger principal d'un tel phénomène est lié à la fragilité du système bancaire chinois. En effet, ce secteur a accumulé d'énormes créances douteuses sur les entreprises d'Etat. En 1998, l'Etat a dû mener une première opération d'assainissement des quatre grandes banques nationales pour un montant d'environ 200 milliards de dollars. Cinq ans après, on est revenu au point de départ et après avoir injecté 45 milliards de dollars fin 2003 pour recapitaliser deux d'entre elles, l'Etat chinois continue son effort sur les deux autres en 2004. Devant une telle situation, un changement profond du système bancaire, fortement soumis aux pressions des autorités locales, est nécessaire. Privilégier cette réforme bancaire impérative face à l'ouverture du marché aux banques étrangères ne peut cependant complètement s'accorder des efforts à consentir dans la création d'emplois au travers d'une croissance motrice qu'il faut également maintenir à un niveau élevé.

⁹ LEMOINE Françoise.

2) Une cohésion sociale difficile à maintenir

La Chine est un immense pays regroupant des minorités importantes et surtout reflétant une disparité démographique forte entre le peuplement à l'ouest et à l'est du pays. L'industrialisation et l'urbanisation se sont concentrées à l'est, attirant la population rurale. Néanmoins, cette population rurale représente encore 900 millions de personnes dont 100 millions sur les routes, imposant une gestion dynamique de ces derniers qui subsistent sans sécurité d'emploi, sans logement à long terme ni accès aux soins médicaux. Le fossé entre les conditions de vie en ville et dans les campagnes se creuse en permanence. L'abnégation exemplaire des paysans chinois ne serait s'accommoder éternellement de telles disparités, d'autant plus que les moyens de communications ont considérablement évolué et que la campagne n'est plus aussi isolée de la prospérité de l'est du pays. En 2004, on compte plus de 250 millions de téléphones portables et 5 millions de lignes téléphoniques ouvertes par mois contre 5 millions au total en Inde. Enfin, la Chine ne dispose pas de régime de retraite et en créer un coûterait des centaines de milliards de dollars.

B- Un régime contesté en interne

En février 2004, on pouvait lire dans l'hebdomadaire Xinwen Zhoukan de la presse chinoise qu'un nouveau mouvement était né sous le vocable « nouveau combat en faveur des droits civils ». Si l'on en croit ce magazine, une dizaine d'affaires ayant défrayé la chronique en 2003 seraient liés à une cause commune ressemblant fort à une citoyenneté en marche.

Les affaires évoquées ont pour point commun d'avoir mobilisé un courant d'opinion autour de cas précis d'arbitraire exposant le pouvoir central (passage à tabac mortel, paysanne écrasée par la BMW d'une personnalité issue de l'élite locale, relaxe d'un chef maffieux,...). Dans chaque cas, l'indignation s'est frayée un chemin sur Internet avant d'être relayée par les médias traditionnels. Se dessinent ainsi les contours d'un mouvement des droits civils chinois exigeant la bonne application du droit existant, plus légaliste qu'oppositionnel, donc difficilement répréhensible et concernant directement l'organisation de la société chinoise. Le combat partagé autour du droit a récemment acculé le pouvoir à opérer des replis tactiques, à transiger, voire à précipiter la modernisation de certaines institutions. Il a surtout mis en évidence l'impact du développement de la communication par Internet en Chine où chaque seconde, 80 millions d'internautes naviguent en dépit d'une répression farouche. On peut alors se demander dans quelle mesure le pouvoir sera capable de contenir des montées de contestations complètement inscrites dans le droit chinois contrairement aux revendications de 1989 ?

Un autre exemple mérite d'être signalé concernant les doutes que l'on peut émettre sur la capacité du gouvernement chinois à contrôler sereinement le pays sans réforme importante de l'état, pour ne pas parler de mouvements inévitables vers la démocratisation.

Ainsi, depuis le mois de février 2004, le climat s'est assombri à Hongkong. Après plus de sept mois d'attente ayant suivi les énormes manifestations du 1^{er} juillet 2003, ayant regroupées un demi-million de personnes contre le projet de loi antisubversion, le régime chinois a décidé de marquer un coup d'arrêt à un processus politique jugé alarmant. Noyée de propagande, le langage officiel chinois a dénoncé comme « antipatriotes » les hommes politiques, religieux et de différentes associations militant pour l'introduction du suffrage universel sur le territoire. Jour après jour, depuis début février, les mises en garde de Pékin sont montées d'un cran et le 24 février, un commentaire du Quotidien du peuple chargeait davantage le procès contre les démocrates locaux en les accusant d'utiliser le suffrage universel pour « transformer Hongkong en une entité politique semi-indépendante ou indépendante ». Cet épisode a eu l'effet d'une douche froide et l'incompréhension est restée d'autant plus grande que cette classe moyenne qui dirige Hongkong, traditionnellement modérée mais de plus en plus déterminée à lutter pour ses droits politiques, avait toujours épargné les dirigeants de Pékin. Les habitants d'Hongkong se sentent maintenant trahis par Pékin puisque le suffrage universel est un objectif inscrit dans la loi fondamentale devant régir en particulier les élections du chef de l'exécutif et celle du conseil législatif.

C- La Chine est-elle face à un mur ?

Les nombreux signes laissant penser que la Chine ne sera pas capable d'affronter toutes les difficultés liées à une telle croissance et à une ouverture aussi rapide sur le monde du libre échange sont régulièrement contrebalancés par les initiatives d'un gouvernement chinois, semble t'il, conscient des risques encourus.

Une démarche particulière peut être notée sur la révision de la Constitution pour mieux protéger la propriété privée. En effet, en mars 2004, l'Assemblée nationale populaire (ANP) a décidé d'amender la Constitution pour faciliter l'accès à des nouveaux capitalistes au crédit bancaire sans risque d'étatisation de leur capital lors d'un changement de gouvernement plus à gauche. Cette ouverture vers le capitalisme est ponctuée d'une possibilité pour l'Etat de réquisition au nom de « l'intérêt public » de la propriété privée, moyennant des « compensations » devant fixer les limites de l'ouverture et assurer la protection de l'Etat. Cet amendement ne vise pas à protéger uniquement les nouveaux entrepreneurs mais aussi, à l'autre bout du spectre social, les modestes résidents urbains ou les paysans victimes d'expropriations massives à la faveur de l'urbanisation galopante, qui

pourront demander des « compensations » honorables. La situation dans les campagnes est particulièrement critique et 34 millions de paysans ont perdu tout ou partie de leurs terres entre 1987 et 2001, selon l'hebdomadaire Xinwen Zhoukan. Si le rythme des expropriations se poursuit, en 2030 la Chine comptera 78 millions de paysans sans terre, soit un dixième de la population rurale.

Toujours en mars 2004, le premier ministre chinois Wen Jiabao a révisé le discours officiel sur la croissance économique, en soulignant la volonté chinoise de faire face à la montée des tensions sociales, énergétiques et écologiques induites par le productivisme sans ménagement qui animait jusqu'alors les dirigeants chinois. Ainsi, une prévision de seulement 7 % a été annoncée pour 2004. De plus, au cours d'une déclaration officielle, le premier ministre Wen Jiabao a souligné la volonté chinoise d'opter pour un « développement équilibré », une « amélioration de la qualité de la croissance » et une « société économe » afin « d'éviter une surexploitation des ressources et la dégradation de l'environnement », tout en mobilisant d'avantage de financements à la « promotion du progrès social ». La prise de conscience chinoise du fossé qui se creuse entre riches et pauvres et de la montée des problèmes écologiques est une nouvelle donne face à la traditionnelle poursuite aveugle de la croissance du PIB. Certains secteurs comme l'acier ou l'immobilier sont déjà en surchauffe, provoquant des tensions dans l'alimentation énergétique et en particulier responsable de l'augmentation de la consommation de pétrole brut de 31 % en 2003. La nouvelle stratégie économique consisterait à réorienter les efforts publics vers les terrains sociaux, au profit des campagnes et de l'aide à l'emploi. Les officiels locaux chinois ont particulièrement tiré profit de cette croissance quantitative que le pouvoir central veut réorienter de manière plus qualitative, conformément aux objectifs de la nouvelle élite chinoise, incarnée par le secrétaire général du PCC (Parti communiste chinois), Hu Jintao. Cependant, le nouveau gouvernement chinois sera-t-il capable de contrôler l'emballement initié ? Quelles conséquences celui-ci aura-t-il dans un pays aussi instable et non adapté structurellement au libre échange ?

La recherche d'une stabilité interne en Chine va certainement lier le gouvernement à l'avenir, en dépit de toute autre initiative en faveur de la consolidation et du rayonnement de la puissance chinoise, au risque de lui interdire à terme toute confiance comme acteur de choix en Asie du Nord-Est. Cette situation d'Etat susceptible de s'écrouler n'est pas sans point commun avec l'ex Union soviétique et la Russie actuelle aux prises avec ses nombreux problèmes internes. Nul ne peut prédire l'avenir mais la Chine présente les symptômes d'un futur Etat échoué ou tout au moins qui peut rapidement et profondément s'affaiblir, après avoir voulu grandir trop vite.

II- LE JAPON OU LES BASES SOLIDES D'UNE GRANDE PUISSANCE MONDIALE ET REGIONALE

« Les Japonais ne se pensent pas comme asiatiques. Ils se pensent d'abord comme appartenant à leur nation et ensuite au monde. »¹⁰ Le Japon a édifié sa puissance sur un rayonnement mondial et régional en mettant à profit le parapluie américain de la défense pour assurer sa réussite économique et sociale. La crise des années 1990 a souligné les limites du système qui ne manque pas de se restructurer progressivement mais sûrement pour continuer d'exister sur les bases solides de la puissance globalisante japonaise.

A- Le poids du passé

1) Un frein important au rayonnement régional

Au milieu du XIX^{ème} siècle, le Japon vivait refermé sur lui-même depuis plus de deux cents ans. Les Américains rêvaient alors de faire du Pacifique un « lac américain » et le 8 juillet 1853, les quatre « bateaux noirs » du commodore Perry se présentèrent devant Edo (Tôkyô) pour se procurer du charbon et des vivres. Face à la puissance des Occidentaux, le Japon fut contraint de s'ouvrir au marché international qui ébranla l'économie japonaise, baignant dans un climat social déjà tendu.

Fin 1867, la remise des pouvoirs à l'empereur (Meiji) suite à l'agonie de l'ancien régime du shôgunat¹¹ s'effectua sans combat. Cependant, rapidement des conflits internes éclatèrent jusqu'en 1877 où 40 000 samouraï, sous la conduite d'un des leurs devenu héros national, Saigô Takamori, préférèrent trouver la mort dans l'honneur au cours d'ultimes batailles au sabre face à l'armée de l'empereur. Cette mort souleva des élans nationalistes importants dans un pays qui ne possédait ni matières premières, ni énergie, ni main-d'œuvre et en 1894, le Japon déclara la guerre à la Chine. Cette guerre éclair conduisit le Japon en Corée, à Port-Arthur (Russie) et en Mandchourie avant d'arriver aux portes de Pékin. L'impérialisme japonais s'étendit alors à la Russie en 1905 suite à l'anéantissement de la flotte russe d'Extrême-Orient, concrétisant les ambitions des nationalistes désireux de repousser les « barbares Occidentaux ». Le nationalisme gagna de sa puissance en évinçant ou éliminant les modérés au pouvoir et de 1937 à 1945, les militaires japonais se sentirent de taille à affronter le monde qui les avait forcé à s'ouvrir en tentant de faire participer chaque Japonais au mythe du « Grand Japon ». La capitulation sans condition annoncée par l'empereur le 15 août 1945 signa la fin du militarisme japonais.

¹⁰ Cf Hérodote, n° 97, avril 2000 (HANABUSA M., conseiller du président de Kajima Corp, au colloque « L'identité du Japon : ni occidentale, ni orientale », in Daily Yomiuri, 3 mars 1999).

¹¹ Shôgun : chef d'Etat militaire japonais.

Malgré le fait que les Japonais aient développé les industries métallurgiques et les réseaux ferroviaires dans leurs conquêtes territoriales, conséquence de la médiocrité des ressources minières au Japon, la colonisation japonaise a laissé des marques indélébiles dans tous les pays de l'Asie. L'énorme différentiel de puissance entre le Japon et les autres pays de l'Asie a nourri la méfiance de ceux-ci en les incitant à garder les plaies de l'histoire ouvertes pour obtenir ce qu'ils voulaient du géant. Il n'en reste pas moins que les gouvernements PLD¹² ont refusé de prononcer, avec une obstination qui étonne l'Occidental, les deux termes « agression » et « excuses » qui auraient permis de liquider l'héritage du passé. Certes, les mots « souffrances causées » et « profonds regrets » ont été régulièrement prononcés dans un parti divisé entre « faucons » nationalistes et « colombes » (PLD). Néanmoins, ils ne furent pas considérés comme suffisants par les protagonistes de la région qui, d'autre part, n'ont pas été épargnés dans la réécriture des manuels d'histoire japonais qualifiant l'invasion japonaise en Chine « d'avance » et le mouvement d'indépendance des Coréens en 1919 « d'émeute ».

2) L'impact de la culture populaire

S'il existe un domaine où le processus de réhabilitation de l'image du Japon est en bonne voie, il s'agit certainement de l'impact de la culture populaire que le Japon impose progressivement mais sûrement à l'Asie et au monde entier.

Le pacifisme de la majorité de la population ne suffit pas à convaincre les peuples d'Asie de la sincérité des Japonais dont les gouvernements du PLD n'ont jamais su prouver et exprimer leurs sincères regrets. Dans un autre cadre et alors que l'économie du Japon sort à peine d'une longue crise, la culture populaire japonaise ne s'est jamais aussi bien exportée, ambassadrice d'une nouvelle image de ce pays. Issu de l'univers des mangas et des jeux vidéos, le « J-sense »¹³ est désormais utilisé par les directions marketing des grandes multinationales occidentales, de Coca-cola en passant par L'Oréal, pour attaquer les marchés asiatiques, notamment le plus grand d'entre eux, la Chine. Les produits japonais, déjà reconnus pour leur qualité, le sont maintenant aussi pour leur style. L'image exportée en Asie et, par delà les océans, imprègne les mentalités des peuples de nombreuses nations. A titre d'exemple, le succès planétaire des Pokemon ou du personnage Hello Kitty, sorte de chaton kitsch à la mine ingénue, montre la capacité des industriels japonais à commercialiser les produits dérivés.

L'impact de la culture populaire japonaise au travers des produits dérivés, films d'animation et autres produits cinématographiques est bien réel auprès de la jeunesse

¹² PLD : Parti libéral-démocrate.

asiatique qui voit dans le mode de vie japonais un moyen de se rapprocher du monde occidental. On peut véritablement parler de réhabilitation de l'image du Japon par le bas.

3) Une histoire qui n'a pas été oubliée

Les bombardements de Hiroshima et Nagasaki occupent une place inégalable dans la mémoire collective de l'humanité mais surtout dans celle des Japonais. L'importance des destructions, l'aspect imparable de l'attaque, le caractère unique de la frappe, le fait que cette attaque ait pu provoquer des morts bien après la fin de la guerre, et que l'immense majorité des victimes soient des civils a eu plus d'effet que tous les bombardements massifs classiques de cette période. En outre, on peut aisément comprendre l'amertume des Japonais suite à l'annonce des véritables motivations américaines sur les choix des bombardements effectués. En effet, après avoir hésité à procéder à une démonstration atomique au large de la baie de Tokyo, les responsables américains ont décidé de s'attaquer aux villes japonaises pour trois raisons :

- ils n'étaient pas sûrs que l'essai réussisse ou soit suffisant pour impressionner les Japonais. Ils estimaient qu'un ou deux chocs étaient nécessaires pour que les Japonais et l'empereur se rendent sans perdre la face ;
- ils voulaient éviter l'avancée de l'Union soviétique qui avait dénoncé son traité de neutralité avec le Japon le 5 avril 1945 ;
- ils estimaient que la reconquête de l'archipel japonais par des moyens conventionnels serait beaucoup plus lourde en terme de pertes humaines¹⁴.

Quelles étaient les véritables ambitions américaines au Japon et en Asie ? Fallait-il utiliser autant de civils comme banc d'essai ? La violence des derniers bombardements n'a jamais été oubliée.

L'occupation américaine de certaines îles comme Okinawa pendant de très longues années et le positionnement permanent de troupes sur l'archipel ont profondément marqué les mentalités. Avant 1970, de nombreuses manifestations ont eu lieu pour que le Japon retrouve sa souveraineté sur toutes ses îles, ce qui fut finalement acquis en 1971 pour Bonin et en 1972 pour Okinawa. Enfin, les différents incidents entre les forces américaines pré positionnées et la population locale ont sans aucun doute contribué à renforcer le sentiment d'humiliation du Japon traditionaliste.

¹³ « J-sense » : sens japonais.

¹⁴ BONIFACE Pascal, Le monde contemporain : grandes lignes de partage, Paris, PUF, août 2003.

B- « la marche du cadeau de l'empereur »

Si on désire faire une analogie ayant pour ambition de résumer grossièrement la démarche japonaise après la Seconde Guerre mondiale, « la marche du cadeau de l'empereur » peut certainement en faire partie.

Cette marche consistait, semble t'il, pour un samouraï qui devait se présenter auprès de l'empereur, à porter un cadeau en guise de politesse, de geste diplomatique ou dans une tentative de séduction quelconque. Le cadeau était élevé devant lui, tendu en direction de l'empereur pour signifier la hiérarchie entre eux. Ce rituel, cette lente procession imposait de lever haut les bras pendant la traversée d'un espace symbolique comme une cour, de façon à vérifier que le visiteur n'était pas armé. La réaffirmation de la puissance japonaise est particulièrement comparable à cette marche qui souligne la recherche d'un but précis et global, ne se préoccupant pas du temps nécessaire, et de même n'épargnant aucun domaine comme la diplomatie ou la puissance militaire après avoir reconstruit initialement les bases de cette puissance sur le développement économique.

1) Une puissance économique comme préalable

Réussir économiquement ce qui n'a pas pu être obtenu militairement. Telle aurait pu être la devise du Japon aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale où l'économie est autant à reconstruire que le pays. Les Japonais mettront alors en place un système économique à la fois dirigiste et souple, apte à s'adapter aux évolutions de l'économie mondiale. La réussite est telle que le Japon représente pour de nombreux pays asiatiques la troisième voie capitaliste après l'Europe et les Etats-Unis. En outre, la réussite du Japon a pu enfin laisser penser que la société industrielle n'est pas seulement l'apanage du monde occidental.

En premier lieu, pays à main d'œuvre bon marché, le Japon est passé de l'état de pays assembleur à celui de pays concepteur de nouveaux produits dans les années 1970. Il est aujourd'hui l'un des trois pays déposant chaque année le plus grand nombre de brevets, démontrant sa capacité à innover. Le processus qui a mené le Japon au développement est naturellement devenu le modèle pour de nombreux pays en voie de développement, en particulier en Asie. En tant que puissance industrielle, le Japon est numéro un mondial pour la sidérurgie et les constructions navales. Dans le domaine de l'industrie automobile, les Etats-Unis coiffent la première place au Japon. Les industries de hautes technologies (électronique, robotique, télécommunication, biotechnologie, ...) sont quant à elles en constante progression et nourrissent les exportations. Le Japon est également un important acteur du commerce international avec une participation de 9 % aux exportations mondiales. Avec un excédent commercial très important, le Japon s'est constitué une

réserve en devise de premier ordre à laquelle s'ajoute l'épargne de la population japonaise dont le niveau reste très élevé. Ainsi, le secteur bancaire japonais demeure encore très puissant puisqu'en 2000, sur les 500 plus grandes banques, 150 sont japonaises, représentant 63 % des capitaux, 65 % des prêts et 82 % des revenus sur intérêts.

Actuellement, le Japon doit faire face à de nombreuses remises en cause. La crise qui touche le Japon est avant tout une crise de système ayant atteint ses limites. Le succès japonais était fondé sur le triptyque politique-administration-milieu d'affaires. Cette association a fonctionné jusque dans les années 1980 pour s'essouffler en 1992 devant la crise financière, elle-même peut être générée par les Occidentaux soucieux d'ouvrir le marché japonais. Récemment, la reprise économique semble être de la partie avec une croissance d'environ 2,5 % pour 2003. Des réformes apparaissent, notamment dans l'organisation des keiretsus et dans le secteur des banques. Avec le temps et malgré la crise, il n'en reste pas moins que le Japon est devenu le premier investisseur mondial dans tous les domaines (finance, immobilier, tourisme, culture, industrie) et le premier créancier mondial, possédant une masse importante des emprunts d'Etat américains.

Aujourd'hui, soixante ans après la Seconde Guerre mondiale, le Japon demeure la deuxième puissance économique du monde, prouvant ainsi sa capacité à ressurgir de ses cendres.

2) La réaffirmation progressive de l'indispensable outil militaire japonais

La définition et la justification de l'outil d'« auto défense » japonais n'a été possible qu'au travers d'un processus lent et très bien ciblé de la part des différents gouvernements japonais.

Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, le Japon risquait de rester isolé sur la scène internationale et il n'y avait pas d'alternative à la protection américaine. Par l'article 9 de la Constitution, le Japon a inclus dans sa Charte une renonciation unilatérale et définitive à la guerre. Ce refus dans l'engagement militaire couvre l'usage limité ou la menace d'utilisation de la force comme moyen de règlement des différends et donc l'abandon des forces terrestres, navales et aériennes ou tout autre potentiel de guerre. L'article 9 a toujours posé d'épineux problèmes au Japon à la recherche d'une conciliation entre le respect de ses obligations de membre de l'ONU et cette démilitarisation totale lui interdisant de participer à des sanctions militaires. L'indispensable constitution d'une force de protection intérieure a soulevé le problème de la constitutionnalité des forces de défense japonaises pour lesquelles, les tribunaux japonais n'ont jamais voulu trancher.

La protection américaine a offert au Japon l'avantage de promouvoir une politique mesurée mais néanmoins constante de réarmement, tout en conciliant les pressions

contradictoires de Washington et d'une opinion publique à la fois attachée au pacifisme et ralliée aux accords de sécurité nippo-américains. Les questions politiques conflictuelles sur la puissance et la souveraineté du Japon en ont été d'autant plus différées. Le Japon est passé progressivement d'une défense rigide, marquée par la guerre froide à une défense plus souple et très moderne où les priorités sont allées à la mobilité et à la communication. A cela, il faut ajouter une récente évolution dans le soutien logistique des forces américaines en cas de crise dans la région. Parallèlement à la défense du territoire, le Japon se dote de moyens militaires adaptés à la défense des approches maritimes et des voies de communications¹⁵. L'évolution vers la projection de force est de plus en plus nette même si certains domaines sont encore lacunaires. Le Japon s'est aujourd'hui hissé au rang de deuxième nation pour le budget de la défense avec ses 1 % du PNB, estimant qu'il ne pourra repousser une menace militaire ou maintenir des liens avec ses alliés qu'en faisant des efforts pour se doter d'une défense en rapport avec sa puissance économique.

En complément de l'outil conventionnel et face à la menace coréenne ou même chinoise, un certain nombre d'officiels japonais n'a pas hésité à indiquer que même si le Japon n'avait pas l'intention de fabriquer des armes nucléaires, il en possédait la capacité et qu'il y procéderait si la situation venait à l'exiger. En 1993, un rapport japonais a dévoilé que l'archipel avait acquis l'aptitude pour édifier un armement balistico-nucléaire dès le début des années 1980 et que la politique de conduite avait pour but de renforcer cette position d'Etat quasi nucléaire. La stratégie japonaise consisterait à disséminer la recherche et la production des composants de l'arme nucléaire dans diverses branches civiles, dont celle de la production du plutonium ou dans le domaine de la recherche sur le laser pour simuler des explosions sans essais. De plus, les succès de l'aérospatiale étayent le potentiel nippon. Parallèlement à cela, les Traités de non-prolifération (TNP) et d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN) ne permettent pas de prendre en considération la « prolifération par le haut » des Etats disposant de hautes technologies. Le Japon a su ainsi consolider et contourner un certain nombre de barrières technologiques et juridiques pour asseoir sa puissance sur une dissuasion nucléaire « virtuelle »¹⁶.

La « virtualisation » du nucléaire participe pleinement à la dynamique irrémédiable d'élévation de la puissance militaire qui manque de plus en plus au Japon pour s'émanciper du poids de la présence américaine, au même titre que l'évolution de son outil et de sa politique de Défense. D'ailleurs, les Etats-Unis poussent eux-mêmes le Japon au réarmement pour les relayer dans leur rôle de « gendarme » de l'Asie et à

¹⁵ SINTES Jean-Pierre (Enseigne de vaisseau), « Une marine adaptée à la géopolitique du Japon », www.defense.gouv.fr/marine/culture/cesm/bem

¹⁶ CUMIN David, « Le nucléaire japonais », Hérodote, n° 97, avril 2000.

l'interventionnisme comme en témoigne les pressions exercées pour l'envoi de troupes japonaises en Irak.

3) Une diplomatie discrète mais particulièrement ciblée

L'article 9 a conditionné toute la politique extérieure du Japon, tournant le dos à toute son approche, traditionnelle depuis Meiji, d'hégémonie en Asie pour se lancer dans une diplomatie de l'économie. Le but de cette diplomatie est certainement la recherche d'une plus forte reconnaissance internationale du Japon au travers de multiples implications.

Longtemps ignorée du Japon, l'Afrique est devenue une des priorités de la diplomatie nippone au début des années 1990. Cette offensive n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques et l'élargissement du soutien à la candidature du Japon pour un siège permanent au Conseil de sécurité en est clairement l'objectif, les pays africains représentant en effet un quart des voix à l'ONU. Le Japon est le deuxième bailleur d'aides à l'Afrique, à égalité avec les Etats-Unis et l'Allemagne mais loin derrière la France. Cette aide a représentée 994 millions de dollars en 1999, soit près de 10 % de l'enveloppe totale de l'aide publique nippone, principalement dirigée vers l'Asie (63 % en 1999). Après l'Afrique du Sud, le Kenya, la Zambie et la Tanzanie, le Japon entend aider l'Afrique différemment des Occidentaux, en laissant aux pays concernés la tâche de définir eux-mêmes les priorités de leur développement, tout en les invitant à s'inspirer de l'expérience de décollage économique en Asie¹⁷. Il semble que les dirigeants japonais soient convaincus que leur pays ne puisse prétendre à des responsabilités planétaires en étant absent de l'Afrique. D'ailleurs, la France qui entend mieux coopérer avec le Japon en Afrique soutient l'idée d'une intégration du Japon en tant que membre du Conseil permanent de l'ONU.

La reconnaissance internationale du Japon passe également par une participation accrue au budget de l'ONU avec une quote-part en 2000 de 20 %. A cela, il faut ajouter les nombreuses personnalités japonaises appelées à exercer de hautes responsabilités à la tête ou au sein de grandes organisations internationales. Un diplomate japonais, Akashi Yasushi, a été nommé représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU auprès de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge), au Cambodge, en janvier 1992, puis en ex-Yougoslavie en décembre 1993. Le docteur Nakajima Hiroshi a été nommé à la tête de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mai 1988 et son mandat a été reconduit en mai 1993. Madame Ogata Sadako exerce les fonctions de Haut

¹⁷ PONS Philippe, « Le Japon s'intéresse à l'Afrique... et à l'ONU », Le Monde, vendredi 19 janvier 2001.

Commissaire aux réfugiés (HCR) depuis janvier 1991, marquant ainsi l'irruption du Japon dans le domaine de l'humanitaire. Tarumizu Kimimasa a accédé à la présidence de la Banque asiatique de développement (BAD), sans oublier l'ambassadeur Matsuura Kôichiro appelé à prendre l'UNESCO en octobre 1999. Néanmoins, le Japon reste encore sous représenté dans ces organisations internationales où ils ne comptent que pour 2,6 % des quelques 18 000 agents qui y travaillent.

La volonté croissante du Japon à participer aux missions humanitaires met en relief sa recherche subtile d'une reconnaissance internationale dans un domaine où la gestion de ces missions est en général confiée à des membres permanents du Conseil de sécurité, auquel le Japon espère bien faire partie.

C- Flux et reflux japonais

L'histoire du Japon est riche d'enseignements sur les capacités de ce pays à changer profondément de face et à s'adapter extrêmement rapidement aux progrès et à la conjoncture. Cette capacité telle une vague avec ses flux et reflux, ses apports positifs et inconvénients majeurs, peut être comparée à un mouvement sinusoïdal dont l'amortissement n'est pas complètement garanti.

Il suffit de remonter en 1868, au début de l'ère Meiji, pour comprendre comment la vague japonaise a pris naissance. Après plus de deux siècles de paix dans un système de société féodale, la remise des pouvoirs à l'empereur et l'ouverture forcée du marché intérieur japonais à l'Occident ont généré ou peut être simplement déclenché un mouvement d'industrialisation et d'occidentalisation extrêmement puissant et rapide. Cette transformation du Japon a été la marque de la très grande force de la société japonaise à pouvoir changer. Cependant, en contre partie d'un changement aussi brutal, un reflux militariste et impérialiste a inondé le pays sous l'influence des familles de samouraï toujours autant présentes dans la conduite du pays. Le coup d'arrêt de la Seconde Guerre mondiale a permis de remettre en cause des dérives idéologiques d'une partie influente de la société japonaise, reconnaissant alors l'empereur comme un descendant direct de la divinité ou kami du nouveau soleil (Amaterasu) et détenant tous les droits de souveraineté. Depuis, les pouvoirs politiques de ce dernier sont inexistantes mais il n'en demeure pas moins « le symbole de l'Etat et de l'unité du peuple » (article 1^{er} de la Constitution) et reste pour les Japonais, le garant de la pérennité nationale.

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont vu la deuxième vague japonaise repartir avec une formidable capacité à reconstruire le pays et à prospérer, hissant le pays aux plus hauts cimes de l'économie. Cette reconstruction économique puis progressivement militaire, diplomatique, culturelle souligne particulièrement bien la

formidable volonté du pays à se repositionner de nouveau au sommet dans une apparente soumission totale aux Etats-Unis. Les effets du traumatisme de Hiroshima sont persistants et l'apparente soumission du peuple japonais peut facilement traduire à la fois un certain esprit de revanche et le syndrome d'un peuple tellement choqué qu'il donne raison à l'agresseur de la bombe atomique pour mieux se protéger. Quoiqu'il en soit, d'aucun s'accorde à dire que le Japon, qui a cessé d'être un empire, n'est point pour autant devenu une démocratie, a fortiori une république. Derrière la façade parlementaire ou les emprunts au régime présidentiel se joue un jeu complexe qu'il est difficile à l'étranger de percer. Plus que les tenants officiels du pouvoir politique, ce sont les milieux d'affaires qui gouvernent effectivement au travers du très puissant président du principal syndicat patronal. A cela, il faut ajouter les loyautés invisibles encore très fortes avec le monde féodal qui servent une identité japonaise qui ne peut que tenter de refaire surface. Les conglomerats d'entreprises aux mains de chef de grande famille (zaibatsu) sont plus ou moins aux mains des familles de samouraï et la position de la mafia japonaise souligne particulièrement la persistance de cette féodalité.

La crise qui a touché le Japon pendant environ dix années a été l'occasion d'une formidable remise en question dans les milieux du pouvoir japonais. Le Japon a subi un reflux important qu'il a su gérer avec détermination, même si la reprise est encore fébrile, traduisant une fois de plus le formidable potentiel de ce pays à l'impressionnante puissance accumulée. La face cachée de cette potentialité met en avant une partie de la société japonaise prête à faire basculer le pays dans ses instincts féodaux dès lors qu'un revers important, qu'il soit économique ou d'une autre nature, soit susceptible de remettre en question la puissance du Japon. Néanmoins, le vieillissement de la population et la mentalité très pacifiste de la jeunesse japonaise sont des facteurs stabilisants, de même que la très forte emprise américaine dans la région. L'amortissement progressif des reflux japonais du siècle passé est en bonne voie mais demande encore une attention soutenue pour cette « démocratie » fragile. Cette convergence de la puissance japonaise souligne combien le Japon demeure plus que jamais un acteur essentiel de l'Asie du Nord-Est.

CONCLUSION

L'Asie du Nord-Est s'impose de plus en plus comme une région géopolitique à part entière, incontournable pour les acteurs extérieurs qui désireraient pénétrer les formidables marchés qu'elle représente.

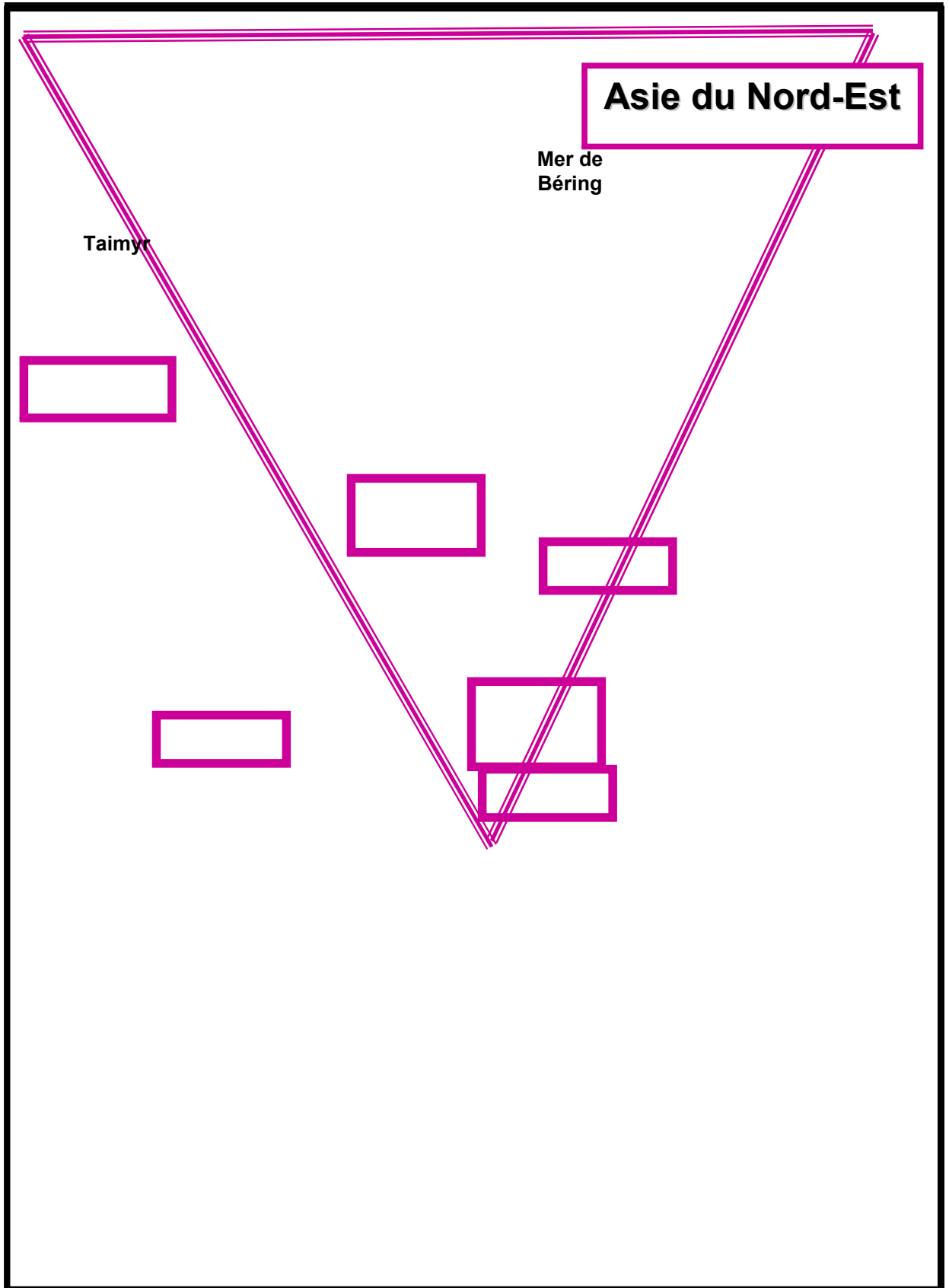
Les enjeux régionaux dans cette partie de l'Asie sont encore noyés de très fortes conflictualités et on ne peut raisonnablement envisager de grands et rapides bouleversements des équilibres actuels. Les relations entre la Chine et Taiwan ont pris une ampleur qu'elles avaient peu connu jusqu'alors. Néanmoins, malgré les velléités indépendantistes du président taiwanais réélu en mars 2004, le joug de la puissance américaine et le poids de la Chine continentale ne peuvent que favoriser un statu quo de la situation. Concernant les deux Corée, l'influence des acteurs extérieurs ne pourront qu'être le catalyseur d'un processus très intime et très long entre les deux Corée.

La présence des Etats-Unis sous toutes ses formes en Asie du Nord-Est témoigne d'une relation étroite principalement héritée de la Seconde Guerre mondiale et d'un intérêt certain et stratégique aux enjeux de demain qui y règnent. L'interdépendance avec le Japon et maintenant la Chine souligne le degré d'implication des Etats-Unis. La formidable croissance actuelle de la Chine en passe de devenir ce que le Japon était il y a quelques années ne peut qu'attirer toutes les convoitises des pays étrangers dans ce gigantesque marché. Cependant, contrairement au Japon qui a maîtrisé sa croissance pour consolider sa puissance, la Chine doit affronter tous les jours d'énormes risques qui la pousse à lutter en permanence contre l'explosion interne. Il est difficile d'être complètement optimiste face au développement chinois qui présente néanmoins des avantages conjoncturels non négligeables mais pour combien de temps ? En parallèle, les premiers signes d'une reprise de la croissance au Japon méritent toute les attentions pour une nation qui possède encore un capital économique des plus forts au monde.

Si la démarche du Japon dans l'affirmation de sa puissance est comparable à « la marche du cadeau de l'empereur », alors on est en droit de se demander ce que cache celle-ci conformément à la tradition où les moines, aux profils des plus dépouillés, n'hésitaient pas à cacher des armes et leur expertise en arts martiaux. Le Japon saura t'il maîtriser les démons qui l'a habité dans les pages sombres de son histoire et qui ne manqueront pas de ressurgir s'ils en ont l'occasion ? Ce défi qui semble en bonne voie met en avant un Japon toujours prêt à rester plus que jamais une puissance mondiale et régionale stable et de premier ordre.

ANNEXE 1

Ensemble géographique de l'Asie du Nord-Est



ANNEXE 2

Japon : données diverses¹⁸

Géographie :	377 800 km ²
Politique :	Monarchie constitutionnelle à régime parlementaire Empereur : Akihito Chef du gouvernement : Junichiro Koizumi
Démographie :	127,1 millions d'habitants (336 hab/km ²) Population urbaine : 78,8 % Indice de fécondité : 1,3 Espérance de vie : femme : 84 ans, hommes : 77 ans
Economie :	PIB : 4 141 Md \$ (2 ^{ème} rang mondial, 19 % du PIB mondial) PNB/hab : 35 610 \$/hab (4 ^{ème} rang mondial) Croissance ≈ 2,5 % en 2003 (-0,5 % en 2002) Chômage : 4,8 % <u>Importations</u> : 349 Md \$ Asie : 55,8 %, Etats Unis : 17,6 %, Union européenne : 12,2 % <u>Exportations</u> : 403 Md \$ Asie : 42,6 %, Etats Unis : 29,8 %, Union européenne : 15,6 %
Défense :	Budget : 1,04 % du PIB, 42,6 Md \$ Forces d'autodéfense japonaises : 240 000 hommes <u>Terre</u> (148 000 hommes) : 1 050 chars <u>Air</u> (45 500 hommes) : 280 avions de combat <u>Marine</u> (44 500 hommes) : 10 frégates, 44 destroyers, 16 sous-marins

¹⁸ Source principale : BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2004, Paris, L'Etudiant / IRIS, 2003.

ANNEXE 3

Chine : données diverses¹⁹

Géographie :	9 596 960 km ²
Politique :	République populaire à parti unique Chef de l'Etat : Hu Jintao Chef du gouvernement : Wen Jiabao
Démographie :	1 273,3 millions d'habitants (133 hab/km ²) Population urbaine : 35,8 % Indice de fécondité : 1,8 Espérance de vie : femme : 73 ans, hommes : 69 ans
Economie :	PIB : 1 159 Md \$ (6 ^{ème} rang mondial, 5,3 % du PIB mondial) PNB/hab : 890 \$/hab (101 ^{ème} rang mondial) Croissance : 9,1 % en 2003 (9,9 % au quatrième trimestre 2003) Chômage : 3,1 % <u>Importations</u> : 244 Md \$ Asie : 60,7 %, Union européenne : 12,4 %, Etats Unis : 8,8 % <u>Exportations</u> : 266 Md \$ Asie : 48,5 %, Etats Unis : 24,4 %, Union européenne : 15,1 %
Défense :	Budget : 1,67 % du PIB, 20 Md \$ 2 300 000 hommes <u>Terre</u> (1 600 000 hommes) : 7 000 chars <u>Air</u> (420 000 hommes) : 2 900 (+ 450 de l'aéronavale) avions de combat <u>Marine</u> (250 000 hommes) : 42 frégates, 21 destroyers, 65 sous-marins d'attaque, 1 SNLE <u>Forces nucléaires stratégiques</u> : 20 ICBM, 120 bombardiers

¹⁹ Source principale : BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2004, Paris, L'Etudiant / IRIS, 2003.

ANNEXE 4

Taiwan : données diverses²⁰

Géographie :	36 188 km ²
Politique :	République à régime semi-présidentiel Chef de l'Etat : Chen Shui-bian Chef du gouvernement : Yu Shyi-Kun
Démographie :	22,3 millions d'habitants (626 hab/km ²) Population urbaine : 75 % Indice de fécondité : 1,7 Espérance de vie : femme : 78 ans, hommes : 72 ans
Economie :	PIB : 290 Md \$ (17 ^{ème} rang mondial, 1,3 % du PIB mondial) PNB/hab : 13 067 \$/hab (27 ^{ème} rang mondial) Croissance : 3 % en 2002 Chômage : 5,2 % <u>Importations</u> : 107 Md \$ Japon : 31,4 %, Etats Unis : 14,8 %, Corée : 5,5 %, <u>Exportations</u> : 122 Md \$ Etats Unis : 22,5 %, Hong Kong : 21,9 %, Japon : 10,4 %
Défense :	Budget : 2,41 % du PIB, 7 Md \$ 360 000 hommes <u>Terre</u> (210 000 hommes) : 850 chars <u>Air</u> (68 000 hommes) : 440 avions de combat <u>Marine</u> (62 000 hommes) : 21 frégates, 11 destroyers, 2 sous-marins

²⁰ Source principale : BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2004, Paris, L'Etudiant / IRIS, 2003.

ANNEXE 5

Corée du Nord : données diverses²¹

Géographie :	120 538 km ²
Politique :	République populaire à parti unique Secrétaire général du parti du travail en Corée : Kim Jong-il Chef de l'Etat : Kim Yong-nam Chef du gouvernement : Hong Song-nam
Démographie :	22 millions d'habitants (183 hab/km ²) Population urbaine : 62 % Indice de fécondité : 2,3 Espérance de vie : femme : 73 ans, hommes : 67 ans
Economie :	PIB : ? PNB/hab : ? Croissance : ? Chômage : ? <u>Importations</u> : 2,4 Md \$ Japon : 40,4 %, Chine : 21,9 %, Union européenne : 8,9 %, <u>Exportations</u> : 0,7 Md \$ Asie : 55,9 %, Union européenne : 6,7 %, PECO-CEI : 6,2 %
Défense :	Budget : 7,78 % du PIB, 1,4 Md \$ (+7,69 % en 2003) 1 080 000 hommes <u>Terre</u> (950 000 hommes) : 3 500 chars <u>Air</u> (86 000 hommes) : 600 avions de combat <u>Marine</u> (46 000 hommes) : 3 frégates, 26 sous-marins

²¹ Source principale : BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2004, Paris, L'Etudiant / IRIS, 2003.

ANNEXE 6

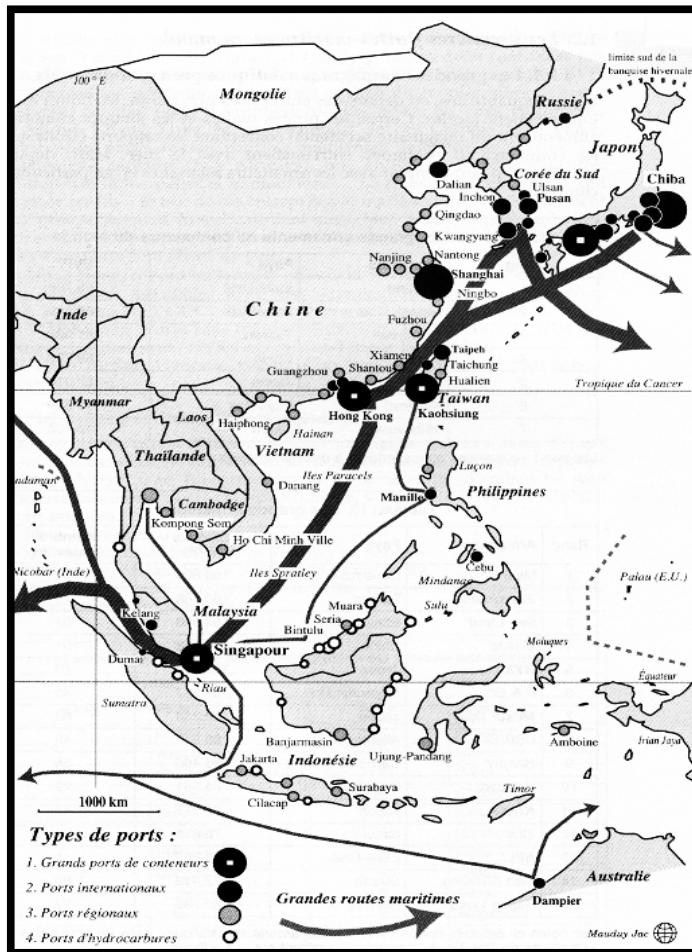
Corée du Sud : données diverses²²

Géographie :	99 260 km ²
Politique :	République à régime présidentiel Chef de l'Etat : Roh Moo-hyun Chef du gouvernement : Goh Kun
Démographie :	48,8 millions d'habitants (492 hab/km ²) Population urbaine : 92 % Indice de fécondité : 1,5 Espérance de vie : femme : 78 ans, hommes : 71 ans
Economie :	PIB : 422 Md \$ (13 ^{ème} rang mondial, 1,9 % du PIB mondial) PNB/hab : 9 460 \$/hab (32 ^{ème} rang mondial) Croissance : 6 % en 2002 Chômage : 4,1 % <u>Importations</u> : 141 Md \$ Asie : 60 %, Etats Unis : 15,6 %, Union européenne : 10,4 %, <u>Exportations</u> : 150 Md \$ Asie : 49,9 %, Etats Unis : 20,5 %, Union européenne : 12,8 %
Défense :	Budget : 3,34 % du PIB, 14,1 Md \$ 686 000 hommes <u>Terre</u> (560 000 hommes) : 2 300 chars <u>Air</u> (63 000 hommes) : 530 avions de combat <u>Marine</u> (63 000 hommes) : 9 frégates, 9 sous-marins

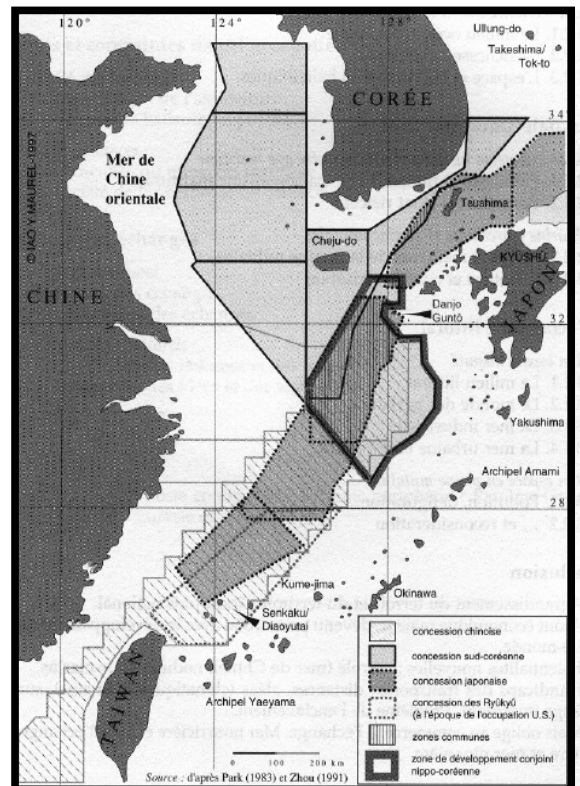
²² Source principale : BONIFACE Pascal, L'Année stratégique 2004, Paris, L'Etudiant / IRIS, 2003.

ANNEXE 7

Flux maritimes et ressources pétrolières en Asie²³



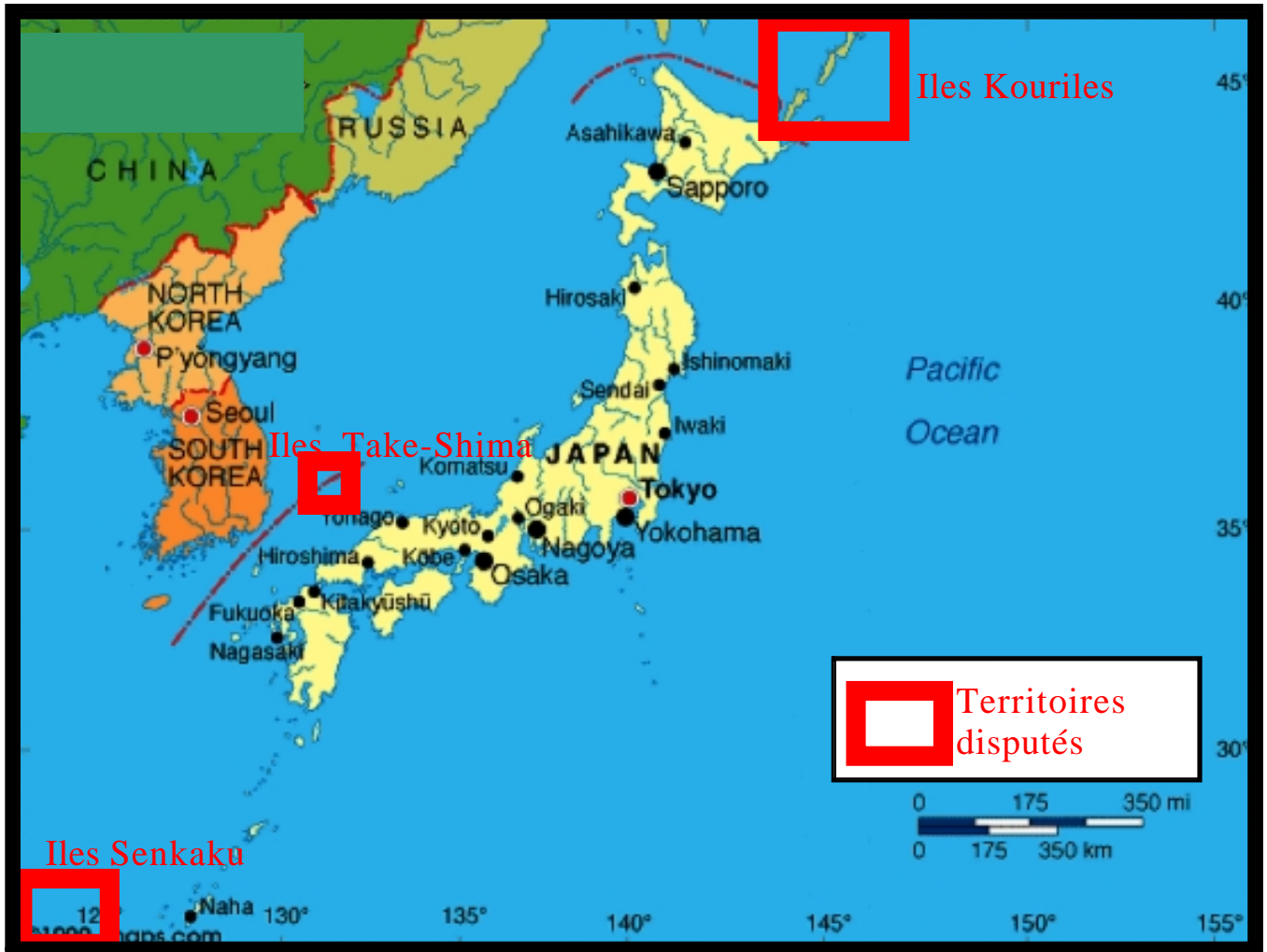
Les grands ports de l'Asie de l'Est



²³ D'ANGIO Richard, MAUDUY Jacques, Les rivages asiatiques du Pacifique, Paris, Armand Colin, 1997 et PELLETIER Philippe, Le Japon, Paris, Armand Colin, 1997.

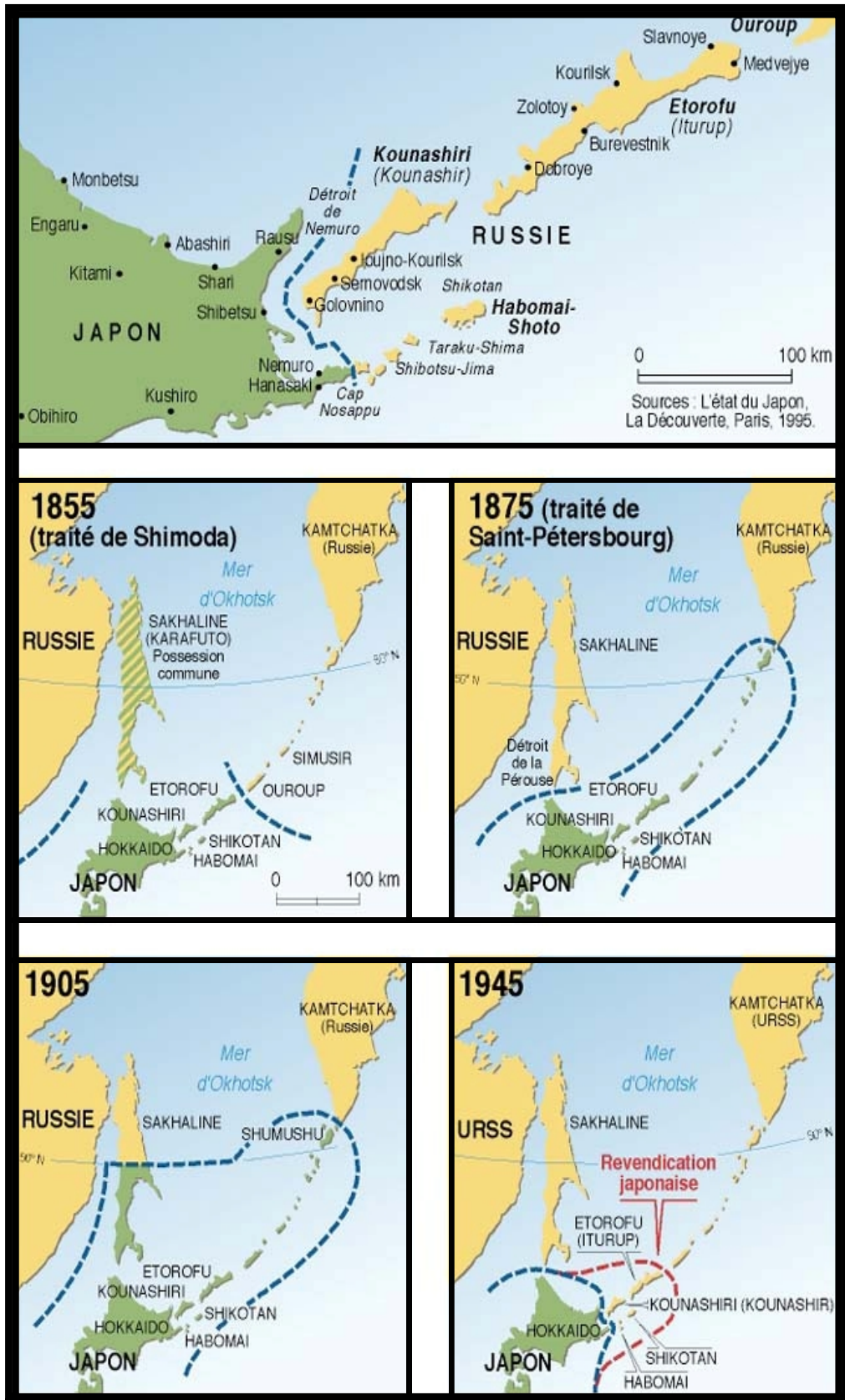
ANNEXE 8

Zones de contentieux territoriaux japonais



ANNEXE 9

Zone de contentieux des îles Kouriles



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BONIFACE Pascal, L'année stratégique, Paris, L'Etudiant / IRIS, 2003.
- BONIFACE Pascal, Le monde contemporain : grandes lignes de partage, Paris, Quadrige / Puf, août 2003.
- D'ANGIO Richard, MAUDUY Jacques, Les rivages asiatiques du Pacifique, Paris, Armand Colin, 1997.
- HELD Suzanne, RANDOM Michel, JAPON, vision des formes et des lumières, Paris, Hermé, 2001.
- HERAIL Francine, Histoire du Japon, Le Coteau, Horvath, 1990.
- PELLETIER Philippe, Le Japon, Paris, Armand Colin, 1997.

ARTICLES EN FRANÇAIS

- BOBIN Frédéric, « A Taiwan, une chaîne humaine contre les missiles chinois », Le Monde, mardi 2 mars 2004.
- BOBIN Frédéric, « Le président taiwanais, candidat à sa succession, a été blessé par balles à la veille du vote, samedi », Le Monde, samedi 20 mars 2004.
- BOBIN Frédéric, « A Taiwan, le président Chen Shu-bian est réélu dans des circonstances controversées », Le Monde, lundi 22 mars 2004.
- BOBIN Frédéric, « La Chine menacée par le manque de pétrole », Le Monde, jeudi 18 mars 2004.
- BOBIN Frédéric, « Les Etats-Unis envisagent d'imposer des quotas d'importation sur le textile chinois », Le Monde, jeudi 20 novembre 2003.
- BOBIN Frédéric, « La Chine révisé sa Constitution pour mieux protéger la propriété privée », Le Monde, vendredi 5 mars 2004.
- BOBIN Frédéric, « La Chine veut changer son mode de croissance », Le Monde, samedi 6 mars 2004.
- BOBIN Frédéric, « La Chine s'inquiète des risques de surchauffe de son économie », Le Monde, mardi 27 janvier 2004.
- BOUISSOU Jean-Marc, « La politique étrangère du Japon depuis Meiji : essai d'interprétation », Politique étrangère, n° 3-4, 2000.
- CHUNG Bertrand, « La Corée du Sud face à la crise nucléaire nord-coréenne », Géopolitique, n° 82, avril-juin 2003.

- CORDONNIER Isabelle, « Le Japon et l'Asie du Nord-Est », Hérodote, n° 97, avril 2000.
- CUMIN David, « Le nucléaire japonais », Hérodote, n° 97, avril 2000.
- DOMART Quentin, « L'Amérique entre yuan et yen », Le Monde, mardi 30 septembre 2003.
- FUNAKOSHI Masayasu, « Notes pour un mémoire sur les arts martiaux : recherche sur la conception actuelle du budô », DARUMA. Revue d'études japonaises, n° 8/9, automne 2000/printemps 2001.
- KLEN Michel, « Le Japon et sa défense », Etudes, n° 3903, mars 1999.
- LACOSTE Yves, « Asie du Nord-Est », Hérodote, n° 97, avril 2000.
- LAMBALLE Alain (général), « L'Asie demain. Permanences et mutations », STRATEGIQUE, n° 84, 2004.
- LAUER Stéphane, « La concurrence chinoise va bouleverser le textile européen », Le Monde, samedi 29 novembre 2003.
- LECLERC DU SABLON Jean, « Les damnés de la terre chinoise », Géopolitique, n° 80, octobre-décembre 2002.
- LE MONDE, « Bilan du monde », édition 2004.
- MALOVIC Daniel, « La Chine relève le défi de l'eau », La Croix, mercredi 15 janvier 2003.
- NICQUET Valérie, « La Chine et ses contradictions », Le Figaro, 24 septembre 2001.
- NICQUET Valérie, « Pour la Chine, l'Europe n'existe pas », Le Figaro, 24 mai 2000.
- OLIVIER Gérard, « L'Aigle, l'Ours, les Tigres, et le Dragon », Le Spectacle du monde, novembre 2002.
- PEDROLETTI Brice, « Le Japon, nouvelle référence du consommateur asiatique », Le Monde, dimanche 7 décembre 2003.
- PONS Philippe, « La nouvelle ambition japonaise : la puissance militaire », Le Monde, jeudi 12 février 2004.
- PONS Philippe, « Six pays reprennent leurs discussions sur le programme nord-coréen », Le Monde, jeudi 26 février 2004.
- PONS Philippe, « La Corée du Nord tente de faire redémarrer son économie », Le Monde, vendredi 5 mars 2004.
- PONS Philippe, « Le Japon s'intéresse à l'Afrique... et à l'ONU », Le Monde, vendredi 19 janvier 2001.

- SCHELL Orville, « L'énigme du « miracle économique chinois » », Le Monde, mardi 18 novembre 2003.
- SEIZELET Eric, « Contraintes et défis de la puissance », Notes et études documentaires, n° 5128-29, février 2000.
- SEUNG-KEUN Lee, « La stratégie militaire des quatre puissances de l'Asie du Nord-Est et le choix coréen », Hérodote, n° 97, avril 2000.
- VERMANDER Benoît, « Chine forte, Chine fragile après l'entrée dans l'OMC », Etudes, n° 3975, novembre 2002.
- ZECCHINI Laurent, « Paris, contre Washington, prône la levée de l'embargo sur les armes imposé à Pékin », Le Monde, vendredi 12 mars 2004.

CONFERENCES

- GRAVEREAU Jacques, BRISSET (général Air) « La Chine : superpuissance économique et militaire du XXI^{ème} siècle ? », CID, 27 novembre 2003.
- VAIRON, « Géopolitique de la Chine », CID, 12 février 2004.

INTERNET

lcweb2.loc.gov/cgi-bin/query

www.bsos.umd.edu/publications/issbrief2PGSD.htm

www.chez.com/clone/geographie.htm

www.csis.org/pacfor

www.defense.gouv.fr/das/etudes/etude/japon

www.defense.gouv.fr/marine/culture/cesm/bem

www.geopolis.net

www.glocomnet.or.jp/okozaki-inst/allainace-pro-eng

www.mofa.go.jp

www.nci.org

www.nyu.edu/globalbeat

www.orientationfinance.com

www.senat.fr

www.stratisc.org

www.yomiuri.co.jp

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	1
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE CONTEXTE REGIONAL	2
I- L'ASIE DU NORD-EST.....	2
A- DEFINITION	2
B- LES ACTEURS DE LA REGION.....	2
1) Le Japon.....	2
2) La Chine et Taiwan	4
a) La Chine	4
b) Taiwan	5
3) Les deux Corée.....	6
a) La Corée du Nord	6
b) La Corée du Sud.....	7
II- LES ARCS DE CRISE DE L'ASIE DU NORD-EST	7
A- LES DIFFERENTS CONTENTIEUX ET CONFLITS D'INTERET	7
1) Des îles au centre de contentieux territoriaux	7
2) Contentieux territoriaux et conflits économiques	8
B- DES RELATIONS ENTRE ETATS TENDUES	8
1) La question coréenne.....	8
2) Les relations entre la République populaire de Chine et Taiwan.....	9
III- LE STATU QUO DES CONTENTIEUX	10
A- LES AMBIGUÏTES CHINOISES	10
B- LA DOULOUREUSE REUNIFICATION COREENNE	10
C- LE GEL DES CONTENTIEUX JAPONAIS	11
DEUXIEME PARTIE LES ACTEURS EXTERIEURS.....	12
I- L'EMPREINTE DES ETATS-UNIS	12
A- LES ENJEUX STRATEGIQUES DU CONTROLE DE LA CHINE.....	12
1) L'opposition physique et le contrôle énergétique	13
2) Une interdépendance économique et financière forte.....	13
3) L'enjeu des technologies.....	14
B- LE JAPON COMME BASE STRATEGIQUE ET POINT D'ENTREE EN ASIE.....	15
1) Le Japon, une plate forme économique avancée en Asie	15
2) A la recherche d'une émancipation militaire japonaise	16
3) La pérennisation de la relation nippo-américaine.....	17
II- RUSSIE ET UNION EUROPEENNE : DES ACTEURS DE SECOND PLAN	17
A- LA RUSSIE, UN ACTEUR EN QUETE D'EMPRISE.....	17
B- L'UNION EUROPEENNE, UN RAPPORT ECONOMIQUE ESSENTIELLEMENT.....	18
1) Europe et Chine ou l'histoire d'un rapprochement croissant	18
2) Une coopération d'intérêts et de valeurs avec le Japon	19

TROISIEME PARTIE A LA RECHERCHE D'UNE PUISSANCE DOMINANTE	20
I- LA CHINE : UN ACTEUR TRES INSTABLE.....	20
A- LES RISQUES D'UNE CROISSANCE AUSSI FULGURANTE.....	20
1) Un système bancaire fragile	20
2) Une cohésion sociale difficile à maintenir	21
B- UN REGIME CONTESTE EN INTERNE	21
C- LA CHINE EST-ELLE FACE A UN MUR ?	22
II- LE JAPON OU LES BASES SOLIDES D'UNE GRANDE PUISSANCE MONDIALE ET REGIONALE.....	24
A- LE POIDS DU PASSE	24
1) Un frein important au rayonnement régional.....	24
2) L'impact de la culture populaire.....	25
3) Une histoire qui n'a pas été oubliée.....	26
B- « LA MARCHÉ DU CADEAU DE L'EMPEREUR »	27
1) Une puissance économique comme préalable	27
2) La réaffirmation progressive de l'indispensable outil militaire japonais	28
3) Une diplomatie discrète mais particulièrement ciblée	30
C- FLUX ET REFLUX JAPONAIS.....	31
CONCLUSION.....	33
ANNEXE 1 ENSEMBLE GEOGRAPHIQUE DE L'ASIE DU NORD-EST	34
ANNEXE 2 JAPON : DONNEES DIVERSES	35
ANNEXE 3 CHINE : DONNEES DIVERSES	36
ANNEXE 4 TAIWAN : DONNEES DIVERSES	37
ANNEXE 5 COREE DU NORD : DONNEES DIVERSES	38
ANNEXE 6 COREE DU SUD : DONNEES DIVERSES.....	39
ANNEXE 7 FLUX MARITIMES ET RESSOURCES PETROLIFERES EN ASIE.	40
ANNEXE 8 ZONES DE CONTENTIEUX TERRITORIAUX JAPONAIS	41
ANNEXE 9 ZONE DE CONTENTIEUX DES ILES KOURILES	42
BIBLIOGRAPHIE	43
TABLE DES MATIERES	46